

*Proche-Orient
Chrétien*

R. P. JEAN MÉCÉRIAN, S.J.



UN TABLEAU
DE LA DIASPORA ARMÉNIENNE

Première Partie :

Les Arméniens de l'Union Soviétique.



(Extrait de *Proche-Orient Chrétien* 1956-1957)

Un tableau de la diaspora arménienne

par le R. P. Jean Mécérian, S.J.

Première partie : Les Arméniens dans l'Union Soviétique

- § I. La situation à la veille de la 1^{ère} guerre mondiale.
- § II. Les conséquences de la 1^{ère} guerre mondiale.
- § III. L'actuelle République Socialiste Soviétique d'Arménie.

Deuxième partie : Les Arméniens hors de l'Union Soviétique

- § I. La situation des Arméniens de l'Empire ottoman, à la veille de la 1^{ère} guerre mondiale.
- § II. Les conséquences de la 1^{ère} guerre mondiale.
- § III. La situation actuelle des Arméniens hors de l'URSS.

Troisième partie : Les organismes d'intérêt général

- § I. Les sièges ecclésiastiques.
- § II. Les partis politiques.
- § III. Les organisations charitables et culturelles.

Le regretté bollandiste, Paul Peeters, de la Compagnie de Jésus, écrivait un jour que "de tout temps, il y eut beaucoup d'Arméniens ailleurs qu'en Arménie...". Cette boutade est plus vraie que jamais, depuis surtout l'épouvantable bourrasque qui a soufflé sur l'Arménie de 1915 à 1922, brisant cet arbre trente fois séculaire, détruisant ses branches jusqu'au tronc et ne laissant sur le sol ancestral que quelques débris, tandis que quelques branchages, quelques feuilles étaient éparpillés au caprice des vents soit sur des terres déjà habitées par des Arméniens, soit sur des terres nouvelles. Mais la sève de l'arbre multiséculaire, vivante dans ses moindres parcelles, leur donnait vigueur dans chaque coin de terre où elles s'étaient posées : les anciennes agglomérations grossissaient, de nouvelles s'établissaient (1). C'est ce que les Arméniens appellent les *colonies arméniennes*.

(1) M. Pierre Rondot l'a fort bien dit : "Le nom même de l'Arménie garde, pour les Occidentaux, une résonance tragique ; son histoire apparaît, au premier regard, comme une longue suite de catastrophes. Cependant aucun peuple chrétien

Ces mots, peu employés avant la grande dispersion à laquelle nous avons fait allusion, désignaient jusqu'alors les groupements arméniens existant hors du territoire historique de l'Arménie, pratiquement hors de l'empire ottoman et des provinces transcaucasiennes de l'empire des Tsars. A présent ils désignent les groupements, plus ou moins nombreux, qui se trouvent hors du territoire d'une Arménie toute nouvelle, à savoir, hors des limites de l'Etat arménien créé en 1918 et devenu, peu après, la République Socialiste Soviétique d'Arménie (RSSA).

Deux actes officiels sont venus donner une situation juridique, tant soit peu définitive, à tous les survivants du peuple arménien : le Traité de Lausanne tout d'abord et la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) ensuite. Nous dirons plus loin comment celle-ci fixa définitivement les frontières de l'Etat arménien, au mépris du principe même des nationalités ethniques qui est proclamé sa charte fondamentale, tandis que celui-là entérina la situation de fait créée par la force brutale, au mépris des lois les plus élémentaires de l'humanité et des promesses les plus solennellement octroyées.

Sur l'ensemble de la population arménienne existant actuellement dans le monde, les citoyens de l'Etat arménien sont moins nombreux que leurs frères, citoyens adoptifs ou natifs des autres Etats du globe, en gros un million et demi en face de deux millions. Si, d'autre part, on prend en bloc les Arméniens vivant sur l'ensemble des territoires de l'Union soviétique, on peut fixer leur nombre approximativement à deux millions et demi, contre un million vivant sur le reste du globe en dehors de l'Union soviétique.

du Proche-Orient n'est aujourd'hui plus vivant : fier de son passé sans être confisqué par lui, et courageusement décidé à construire son avenir. La nation arménienne a pu survivre aux massacres, à l'émigration, à la ruine renouvelée de l'Etat, par une sorte de génie bâtisseur et populaire qui semble le trait distinctif de ses annales". Et quelques lignes plus bas l'auteur explique ce qu'il entend par "ce génie bâtisseur et populaire", en ajoutant : "C'est une nation d'architectes, ses antiques sanctuaires le rappellent ; mais elle sait bâtir aussi de 'pierres vives', et se montre une infatigable créatrice de groupes humains et d'institutions" (*Les Chrétiens d'Orient*, par Pierre Rondot, Paris, 1955, p. 170). Voir le chapitre IX tout entier, pp. 171-199, et bien d'autres passages.

Je me suis demandé si mon "Tableau de la diaspora arménienne" n'était pas superflu après le panorama historique et actuel présenté avec tant de maîtrise par le diplomate si bien renseigné qu'est M. P. Rondot et dont l'ouvrage est aussi sympathique qu'impartial. Je me décide à écrire, cédant à l'aimable invitation qui m'en a été faite, avec le ferme espoir que mes lecteurs, désireux de connaître quelque peu intimement le Proche-Orient chrétien, les Arméniens en particulier, chercheront l'ouvrage de M. Rondot, s'ils ne l'ont déjà parmi leurs ouvrages de choix.

Pour donner une idée d'ensemble sur la situation actuelle du peuple arménien, j'ai cru opportun de présenter d'abord la situation des Arméniens de l'Union soviétique, puis celle des Arméniens qui se trouvent hors des territoires soviétiques. Une troisième partie essaiera de présenter les organismes d'intérêt général : hiérarchies ecclésiastiques, partis politiques, organisations charitables et culturelles.

On sait que le présent est toujours lourd du passé. Aussi, me faut-il, pour chaque partie, sans remonter jusqu'au déluge, comme font tous les anciens historiens arméniens, prendre, comme point de repère, la situation du peuple arménien à la veille de la première guerre mondiale qui marqua de sa plus grande perturbation historique le cours de son existence multiséculaire.



Première Partie

Les Arméniens de l'Union Soviétique.

Du côté des territoires historiques de l'Arménie, l'Union des Républiques socialistes et soviétiques est limitrophe de l'Iran et de la Turquie. Ses frontières avec l'Iran furent réglées par le traité de Turkmentchaï et datent de l'année 1828. Celles qui la séparent de la Turquie marquent un recul notable sur les frontières de 1914, veille de la première guerre mondiale. Celles-ci avaient été fixées en 1878 par le traité de Berlin. Nous reviendrons sur ce recul. Mais disons de suite un mot sur l'importance que revêtaient pour le peuple arménien la frontière de 1878/1914 avec la Turquie et celle de 1828 avec l'Iran.

Ce n'est pas en une campagne-éclair que les troupes tsaristes avaient franchi les passes du Caucase et pris possession des territoires transcaucasiens, depuis le jour, où, en l'année 1700, un émissaire des montagnards arméniens, Israël Ori, avait intéressé Pierre le Grand au sort de ses compatriotes gémissant sous le joug des Khans persans ; il serait plus exact de dire qu'il avait fait miroiter aux yeux du fondateur de la Russie nouvelle la possibilité d'étendre ses frontières vers des terres plus chaudes du Proche-Orient. Il a fallu 128 ans (1700-1828) pour atteindre la frontière actuelle du côté de l'Iran. Quant à la fixation de sa frontière de Turquie, il n'avait pas fallu moins de 178 ans (1700-1878/1914).

Que de sacrifices a coûté aux populations arméniennes cette lente pénétration des armées russes, qui, après des avances très poussées, se retiraient bien en arrière, laissant les agglomérations arméniennes compromises et victimes de vexations inouïes de la part des populations turques et persanes. Des émigrations massives

d'Arméniens, d'Iran et de Turquie, lors des retraites des troupes russes ou lors de la signature des traités — temporaires — de paix, avaient augmenté leur nombre dans les régions rattachées à l'empire russe.

L'occupation définitive du pays par les Russes avait causé bien des déceptions aux Arméniens : les promesses réitérées et signées qui leur avaient été faites, pour obtenir toujours plus généreux leur concours si actif, furent violées ; par contre, les faveurs allaient aux groupements ethniques qui avaient combattu contre les Russes et n'avaient passé sous leur férule que par ruse ou par force. Mais l'occupation russe avait du moins réalisé, dans l'ensemble, des conditions suffisantes de sécurité et de justice, pour que l'activité native de la race arménienne pût s'exercer et obtenir des résultats remarquables dans les domaines économiques et culturels, pour le plus grand bien du pays et de toutes les races qui y habitaient.

Mais parmi celles-ci, les masses ignorantes et arriérées pouvaient facilement être fanatisées par des meneurs et des connivences gouvernementales et provoquer des heurts même sanglants : ce qui ne manqua pas d'avoir lieu à l'époque qui nous occupe et fit prendre des décisions, dont les conséquences néfastes se sont exercées lorsqu'il a fallu délimiter les territoires respectifs des divers États qui se sont partagé les régions transcaucasiennes. Expliquons-nous.

§ I. — La situation à la veille de la 1^{ère} guerre mondiale.

Jusqu'à la révolution russe d'octobre 1917, les régions dont nous parlons et que l'on appelle commodément le *Caucase* se partageaient en deux vastes régions administratives : le *Caucase du Nord* et la *Transcaucasie*. Les Arméniens étaient relativement peu nombreux dans le Caucase du Nord, environ 62.000 installés dans quelques grandes villes. Pour l'instant nous mettons de côté les provinces situées dans les plaines russes au Nord de la chaîne caucasique : il s'y trouve plusieurs villes importantes bâties par des Arméniens et portant même des noms arméniens, en souvenir des lieux d'origine de leurs immigrants.

L'autre région, la Transcaucasie proprement dite, était peuplée de nombreux Arméniens dans les divers territoires administratifs créés par les Russes. C'étaient au Sud-Ouest les provinces de Batoum et de Kars, et, au Nord de celles-ci, le gouvernement de Koutaïs, la zone de Sokhoum et le gouvernement de la Mer Noire. Le reste du pays était partagé en *gouvernements* portant les noms de leurs chefs-lieux : Tiflis, Erévan, Elisabetpol (ou Kantsag, le nom arménien ancien redevenu actuel) et Bakou. Les deux régions prises ensemble formaient une vice-royauté et la capitale de la vice-royauté entière, où résidait le vice-roi ou gouverneur général, était Tiflis.

Or, sur les 6.700.000 habitants de la Transcaucasie à la veille de la première guerre mondiale, 1.700.000 étaient arméniens, soit près de 25 % de la population globale. Les Géorgiens en constituaient presque les 24 %, les Turco-Tatars chiïtes 20,4 %, les Turco-Tatars sunnites 12 % ; le reste était des Russes, des Montagnards et d'autres minoritaires : Kurdes, Yézidis, Persans, Assyriens, etc.

On sait l'opposition entre eux des Tatars chiïtes et des Tatars sunnites (pour la commodité de mon exposé, j'appelle ces populations musulmanes Turco-Tatars ou Tatars tout court, afin qu'il n'y ait pas de confusion avec les Turcs de l'empire ottoman). Or, chose curieuse, les Chiïtes de Transcaucasie se sont vite laisser gagner, au mouvement panislamique lancé d'abord par le sultan Abdul Hamid, sunnite par excellence, et puis au panislamisme associé au pantouranisme par les Jeunes Turcs, tandis que les Sunnites, du moins dans les débuts, se sont montrés réservés.

Les diverses races et religions nommées plus haut vivaient en promiscuité dans toute la Transcaucasie ; pourtant les régions administratives, créées arbitrairement en tenant plus compte des conquêtes successives que des majorités ethniques, avaient chacune en fait une couleur ethnique plus marquée. Ainsi dans le gouvernement d'*Érévan* prédominaient les Arméniens, puis les Chiïtes ; dans celui d'*Elisabetpol* (ou *Kantsaq*), Arméniens et Chiïtes, avec une minorité sunnite ; dans la province de *Kars* la majeure partie de la population était formée d'Arméniens et de Sunnites (plus Turcs que Tatars) ; dans le gouvernement de *Tiflis*, des Géorgiens, puis des Arméniens ; plus à l'Ouest de Tiflis, à *Koutaïs*, c'étaient des Géorgiens en grande majorité.

Si on considère la province de *Batoum* et l'on remonte le long de la *côte orientale de la mer Noire*, on constate, sur une population globale de 500.000 personnes, une grande majorité de Russes (146.000), puis des Adjaris et des Abkhazes (respectivement 86.000 et 60.000), plus ou moins assimilés officiellement aux Géorgiens ; puis on compte 53.000 Sunnites, 48.000 Géorgiens proprement dits, et en dernier lieu 45.000 Arméniens.

Vers l'Est, dans une petite province appelée *Zakatala*, formant une enclave entre les gouvernements de Tiflis, d'Elisabetpol et du Daghestan (sur la mer Caspienne), vivaient 52.000 Montagnards, 20.000 Sunnites, 2.500 Arméniens et d'autres minorités en faible proportion. Enfin le *gouvernement de Bakou* avait une population prédominante avant tout chiïte, puis sunnite ; mais la *ville même de Bakou*, son chef-lieu, avait une physionomie à part : ses habitants se composaient surtout de Russes, de Chiïtes et d'Arméniens.

Nous avons dit plus haut que les divisions administratives créées par les Russes avaient un caractère factice ; ils n'avaient guère tenu compte des éléments ethniques (c'était peut-être difficile de le faire), quand ils fixèrent les limites administratives et leurs mains

rudes négligeaient les inconvénients qui en découlaient pour les diverses races. Le mal éclata aux yeux lorsqu'il fallut appliquer aussi à la Transcaucasie les *zemstvo*, sorte de petit parlement provincial ou local jouissant d'une certaine autonomie, dont les membres étaient élus par la noblesse et les classes fortunées. C'était une concession faite en 1905 par le gouvernement tsariste aux mouvements révolutionnaires qui avaient éclaté un peu partout dans l'empire, au temps des déboires russes dans la guerre contre le Japon. C'était là un souffle de liberté sur la Russie et une condition nécessaire pour le progrès économique et culturel.

Certes, nous l'avons établi plus haut, les trois plus gros groupements ethniques (et même confessionnels) de la Transcaucasie avaient des régions de prédominance; en bref, les Arméniens vers Erévan, les Géorgiens vers Koutaïs, les Tatars vers Bakou. Mais il y avait d'abord le problème des grandes villes dans lesquelles une prédominance ethnique était inexistante: spécialement à Batoum, Tiflis et Bakou. Il y avait en second lieu le problème toujours litigieux des régions limitrophes où les populations biethniques et même bilingues vivaient côte à côte depuis des siècles, où l'histoire avait enregistré des rivalités, voire des démêlés sanglants entre Arméniens, Géorgiens, Tatars, d'autres encore. Pour n'employer que les noms postérieurs, en vigueur encore présentement, citons Kars et Ardahan, Akhalkalak et Lori, Karabagh et Nakhitchévan. Nous reviendrons à ces problèmes à propos des frontières actuelles de la République d'Arménie.

* * *

Le précédent tableau de la composition ethnique des populations transcausiennes doit être complété par celui de leur composition sociale.

Nous ne pouvons en suivre l'évolution — qui serait pourtant instructive — durant tout le cours du XIX^e siècle. Disons en bref que c'est à l'image de son propre pays que le Gouvernement tsariste a voulu administrer et diriger les pays conquis, avec quelque adaptation plus verbale que réelle. Il a donc voulu gouverner une population maintenue dans le servage, par un système bureaucratique et soupçonneux, appuyé sur une "noblesse" et un personnel administratif réduits au rang de créatures du régime. S'il a supprimé la royauté géorgienne, les grands khans persans et les pachas ottomans, il s'est appliqué dès le début à dresser la liste des classes sociales des populations conquises. Les "nobles" s'appelaient *Tavat-aznaouri* en Géorgie, *Beg* et *Aghalar* dans les régions turco-tatares et *Mélik* chez les montagnards arméniens. Les Méliks arméniens avaient été déjà décimés, très réduits durant les guerres d'extermination qui avaient marqué la longue période de la lente avance russe; leurs propriétés, avec leurs populations, passaient entre les mains des Turco-Tatars.

La noblesse géorgienne, de tout temps adonnée au métier militaire (le seul qu'elle considérât digne d'elle), avec l'accompagnement normal des plaisirs de la chasse et de la table, avait à son service une très nombreuse paysannerie, dont les conditions de servage ont même été renforcées par les autorités russes, sur le modèle du reste de l'empire. Un emploi nouveau s'offrait à présent à son ambition et qui était conforme à son goût : celui de fonctionnaire au service du conquérant. L'accord tacite entre Géorgiens et Arméniens, qui avait été appliqué durant plusieurs siècles, restait en vigueur : le *glaive* (y compris le haut pouvoir administratif) appartenait à la noblesse géorgienne ; l'autre grande force de l'Etat : l'*Economie*, incombait aux Arméniens. C'était leur devoir d'enrichir leur pays par le commerce et l'industrie.

Sans doute l'accord comportait des exceptions et plus d'un Arménien, doué de talents militaires, avait eu à son actif des actions d'éclat et avait pris place dans le rang de la noblesse géorgienne et russe ; mais leur place normale était dans l'économie du pays, des cités principalement. D'où le nom même que l'on avait donné aux hommes d'affaires arméniens : *mokalak*, qui en géorgien signifie *citadin* et équivaut au mot *bourgeois* au sens ancien de ce mot. C'était la revanche de l'élément arménien qui possédait moins de terres que les autres races ; sa fortune et le rôle qu'il jouait dans l'économie du pays, en tant que commerçant, industriel, grand entrepreneur et fournisseur des armées — même après l'installation de sociétés russes et européennes — permirent à plus d'un *mokalak* d'avancer dans l'échelle sociale et de pénétrer dans les services administratifs. En dehors de leurs activités commerciales et industrielles, les Arméniens s'étaient, les premiers parmi les sujets des Tsars, lancés dans l'exploitation du naphte à Bakou, à Grozni, ailleurs encore, en achetant les actions de la Société Nobel (Nobel et Rotchild étaient à l'origine les seuls concessionnaires du naphte de Bakou). Il faudrait aligner des statistiques prises par intervalles tout le long du XIX^e siècle pour prouver ces assertions. Les limites de cet article ne nous l'autorisent pas.

Contentons-nous d'étudier la situation économique dans les trois grandes villes de la vice-royauté : c'est d'ailleurs ce qui frappait davantage les regards et éveillait les susceptibilités. La situation des paysans arméniens s'étant davantage aggravée dans les campagnes, ceux-ci, aigris contre leurs exploitants géorgiens et turco-tatars que soutenaient les gouvernants, affluaient de plus en plus vers les villes et étaient plus accessibles à des idées sociales avancées. Cela non plus ne pouvait plaire ni à la noblesse des autres groupements ethniques, ni aux représentants du Gouvernement du Tsar.

Voici donc la situation économique, partant sociale, des trois grandes villes de la Transcaucasie : Tiflis, Batoum, Bakou.

A *Tiflis*, capitale de la vice-royauté (en même temps que chef-lieu du gouvernement de Tiflis), où siégeait la bureaucratie tracassière du régime tsariste, il y avait en 1901 — juste cent ans après la conquête de la ville par les Russes — 7.929 propriétaires de maisons, dont 4.026 appartenaient aux Arméniens et les 3.907 autres se répartissaient comme suit : 2.025 à des Géorgiens, 1.445 à des Russes, 237 à des Turco-Tatars, 126 à des Allemands et 74 à des divers (Polonais, Juifs, etc.). Il faut noter de plus que la plupart des maisons arméniennes se trouvaient dans les deux quartiers les plus riches de la ville. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'en 1900 le conseil municipal de la ville fût composé d'Arméniens en grande majorité et que le maire fût Arménien, comme bien souvent.

Batoum, grand port sur la Mer Noire, était, avant la première guerre mondiale, une des villes les plus cosmopolites de la terre ; on y côtoyait les représentants de quarante races et on y parlait cinquante langues d'Asie et d'Europe. La majeure partie de la population se composait d'hommes, dont beaucoup de célibataires ; aussi, dit-on, les jeunes filles y accouraient nombreuses de toutes les parties du Caucase pour y trouver mari.

Les habitants de la ville étaient surtout des Arméniens, des Géorgiens, des Mingréliens et des Grecs ; les autres races venaient ensuite. L'Agenda officiel du gouvernement de Transcaucasie pour l'année 1902, qui nous a conservé les occupations des citadins classées par ordre d'importance, signale 30 diplômes accordés à des commerçants de première classe et à des industriels de première, deuxième et troisième classe. Sur ce nombre de 30 diplômes, les titulaires se rangent comme suit : 7 Arméniens, 5 Juifs, 4 Allemands, 4 Français, 4 Grecs, 2 Anglais, 1 Géorgien, 1 Persan et 1 Russe.

Parmi les 995 diplômes accordés aux classes commerciales et industrielles inférieures aux précédentes, 257 sont attribués aux Arméniens et 232 aux Géorgiens ; les autres titulaires sont : 184 Grecs, 125 Turco-Tatars, 66 Russes, 65 Persans, 51 Juifs et 15 divers.

En résumé, en ce qui concerne les hommes d'affaires de Batoum en 1902, sur 30 de première importance, 7 sont Arméniens ; sur 137 de deuxième importance, 61 ; sur 995 de troisième importance, 257. Ce qui revient à dire qu'en présence d'une population si cosmopolite et dans une région non spécifiquement arménienne, plus du quart des grandes affaires était entre les mains des capitaux arméniens, tandis que le restant, quelque important qu'il fût (trois quarts), était morcelé en de multiples mains.

Pour *Bakou* la prédominance du capital arménien était aussi un fait certain. On a conservé une curieuse statistique : celle des revenus provenant des loyers de maisons. Avaient :

de 5 à 100 roubles de revenus	149 Russes,	4539 Tatars,	335 Armén.
de 100 à 2000 " " "	421 " ,	3005 " ,	619 "
de 2000 à 5000 " " "	65 " ,	225 " ,	182 "
au-dessus de 5000 " " "	19 " ,	117 " ,	126 "

Les Arméniens dépassaient donc les Tatars et les Russes dans les revenus immobiliers à grande échelle.

Il en était de même dans les transactions commerciales, lorsque le capital de fondation allait de 50.000 à 200.000 roubles: 412 Arméniens contre 193 Tatars et 262 divers (Russes, Juifs et autres): ce qui faisait 47,5 0/0 pour les Arméniens. Mais lorsque le capital dépassait 200.000 roubles, les Arméniens étaient au nombre de 22 contre 23 à tous les autres réunis (7 Tatars, 5 Juifs, 1 Russe et 10 divers); ce qui faisait 49 0/0 aux seuls Arméniens. Aussi, pour la période de 1906 à 1909, sur 2807 citoyens de Bakou ayant droit de vote pour l'élection des membres du conseil municipal, 944 étaient Arméniens, 1399 Tatars, 464 Russes et divers. C'était pourtant au lendemain des heurts sanglants, comme nous le dirons plus bas.

* * *

De 1905 à 1913 la vie économique avait fait des progrès considérables dans tout le Caucase, comme le prouve le rapport publié en 1913 à Saint-Pétersbourg par le vice-roi Vorontsov-Dachkov. Le capital arménien, malgré des entraves dont nous parlerons dans un instant, avait maintenu son avance proportionnelle dans les grandes villes et les grandes entreprises. Dans son rapport le vice-roi estompait à dessein la part du capital arménien dans ce progrès. Mais il n'avait pu l'éviter dans sa statistique relative aux sociétés par actions, consacrées aux entreprises pétrolières. Or, sur les 129 sociétés de cette espèce existant dans toute la Russie le 1^{er} janvier 1912, 28 appartenaient à des Arméniens (21 0/0), 3 à des Turco-Tatars et 1 seule était la propriété des Géorgiens, pour ne mentionner ici que les trois plus importantes nationalités ethniques de Transcaucasie. Donnée encore plus significative: sur les 344 millions de roubles, qui constituaient les capitaux de fondation des 129 sociétés pétrolières par actions, 75.600.000 roubles appartenaient aux Arméniens (à savoir 22 0/0 de la somme totale), 4.900.000 roubles à des sociétés turco-tatares et 500.000 seulement à des Géorgiens; le reste provenant de sociétés russes et européennes.

Les conséquences de telles données se faisaient sentir dans les Conseils municipaux (comme nous l'avons déjà noté pour la ville de Tiflis) et plus tard, après la révolution de 1905, dans les "zemstvo", quand et dans la mesure où l'autorité centrale en permettait le fonctionnement en Transcaucasie.

Regardons la composition des Conseils municipaux dans huit villes importantes de Transcaucasie en l'année 1900.

	Maire	Conseillers municipaux			
		Arméniens	Géorgiens	Turco-Tatars	Russes et divers
Tiflis	Arménien	58	2	—	20
Bakou	Russe	21	—	27	10
Batoum	Géorgien	6	17	—	18
Erévan	Arménien	44	—	4	3
Alexandropol	Arménien	31	3	—	2
Kantsag	Russe	27	—	27	—
Gori	Arménien	10	3	—	2
Akhalskha	Arménien	14	—	—	1
Seghnakh	Arménien	13	1	—	1

Même à l'époque de la petite révolution russe et dans les années où les Arméniens se débattaient au milieu d'énormes difficultés, 1905-1906, le petit parlement de Tiflis avait pour membres : 53 Arméniens, 14 Géorgiens, 10 Russes, 1 Tatar, 1 Polonais, 1 Allemand. Il en était de même dans d'autres villes.

De tels chiffres n'étaient que trop éloquents et ne pouvaient manquer de susciter chez les Géorgiens et les Turco-Tatars des sentiments d'acrimonie à l'égard des Arméniens et provoquer des conséquences fâcheuses, si surtout le pouvoir central russe intervenait de tout son poids. C'est ce qui eut lieu.

* * *

La politique du gouvernement tsariste eut plus d'un revirement à l'égard de la question arménienne, qui était entre ses mains un moyen de pression sur l'empire ottoman et un prétexte pour réaliser ses desseins d'avancées territoriales. Mais en 1878 le Congrès de Berlin l'avait frustré en grande partie de ses victoires soit en Turquie orientale, soit dans les Balkans jusqu'à San-Stéfano. La Russie n'avait pu garder que les provinces de Kars et d'Ardahan, tandis que l'Angleterre se portait garante de l'intégrité territoriale des provinces orientales de l'empire ottoman et se faisait octroyer, comme gage de son soutien, l'occupation de l'île de Chypre. Bientôt l'Allemagne, qui dans la personne de Bismarck avait tant travaillé contre la Russie, devait aussi se rapprocher de la Turquie, pour se frayer un chemin vers Bagdad, en se glissant en diagonale à travers l'Anatolie entre les deux grands rivaux : Russie et Angleterre. La Russie avait, elle aussi, à se faire pardonner la conquête de deux provinces (Kars et Ardahan), afin d'obtenir à son tour des concessions, surtout le long de la Mer Noire, dans la région de Trébizonde. Ce n'était pas le moment d'exploiter l'épouvantail arménien.

Au contraire c'était le moment de sévir contre les Arméniens en vertu d'une politique générale adoptée par le gouvernement général de la Transcaucasie, approuvée, sinon inspirée directement, par le Cabinet de Saint-Petersbourg. Si certaines mesures pouvaient être attribuées au seul gouvernement transcaucasien, d'autres ne

pouvaient venir que de plus haut : telle la politique de slavisation, en fait de russification ; ou encore la propagande en faveur de l' "orthodoxie". D'ailleurs en Transcaucasie, bien que chalcédonienne et séparée de Rome, comme l'Eglise russe, l'Eglise ~~arménienne~~ ^{géorg} avait depuis longtemps perdu son autonomie et son siège catholicossal avait été réduit à un simple exarchat dépendant du patriarche de Moscou. La "noblesse" géorgienne à son tour, malgré la survivance des titres, des uniformes et des fonctions brillantes, avait été de plus en plus appauvrie, affaiblie et les serfs étaient en passe d'affranchissement. Il n'y avait qu'à lui donner satisfaction en s'opposant à l'avance arménienne dans les affaires, mais aussi dans *la culture intellectuelle*.

En effet, dans ce domaine aussi, les Arméniens avaient marqué un progrès considérable ; leurs écoles étaient prospères ; sociétés d'édition, rencontres littéraires, représentations théâtrales, réunions artistiques : rien ne leur manquait. Le grand troubadour de Tiflis, Sayat-Nova, qui avait chanté l'amour en trois langues (arménienne, géorgienne et tatar) et qui avait été mis à mort par les Persans, un siècle auparavant, à la porte de l'église et sur son refus de renier sa foi, n'était-il pas un simple tisserand arménien ? Les riches capitalistes faisaient à toutes les œuvres culturelles une large part dans leurs libéralités ; des jeunes gens fréquentaient les universités européennes, spécialement allemandes, et rentraient dans le pays avec une avance considérable. Surtout "l'intelligenza" arménienne était en relation étroite avec celle de toute la Russie et en adoptait les idées d'avant-garde.

En haut lieu, comme chez les représentants des autres races, on faisait semblant de ne pas voir la situation peu enviable dans laquelle se débattaient soit la paysannerie arménienne en général, soit la population des régions plus spécifiquement arméniennes, qui, elles, n'étaient pas nanties d'installations industrielles. Le Gouvernement leur suscitait des embarras de toutes sortes. Il a voulu agir aussi sur "l'intelligenza" (2). Malgré les clauses scolaires du "Pologéné", signé par le Gouvernement russe et qui réglait toutes les affaires de l'Eglise et de la Communauté arménienne dépendant d'Etchmiadzine, appelée pour la première fois "grégorienne" dans ce document officiel, on sévit contre les écoles. En 1885 on ferma 300 écoles, jetant dans la rue 30.000 enfants et privant de leur gagne-pain 900 instituteurs. On les rouvrit quelque temps après, lorsque fut installé un catholicos russophile en la personne de Magar I Der-Bédrossian, pour les refermer de nouveau en 1903. En 1887 on n'engageait plus de nouveaux fonctionnaires arméniens et

(2) Pour préparer l'opinion, on répandit, par exemple, le bruit que les intellectuels arméniens avaient des visées séparatistes. C'était là une pure calomnie, car c'était évident que les intellectuels, comme le peuple, voyaient alors leur salut dans la seule présence russe.

on cherchait des prétextes pour liquider les anciens. Puis suppression des sociétés d'éditions, de bienfaisance ; suppression de journaux, de revues.

Le peuple arménien, atterré, patientait toujours et se tirait d'affaire comme il pouvait. Mais la coupe était pleine, lorsque, en 1903, le Gouvernement décida la confiscation des biens ecclésiastiques et passa à l'exécution. La colère des masses populaires déborda alors et partout s'opposa par la violence aux fonctionnaires et aux cosaques envoyés par le Gouvernement et fit reculer les troupes. On se serait cru aux plus héroïques jours de la résistance de l'Arménie chrétienne à l'Iran sassanide. Le parti "Tachnaq", qui jusque là s'occupait uniquement de la cause des Arméniens de Turquie, coordonna la résistance, mais celle-ci avait jailli des couches populaires elles-mêmes. Le Gouvernement dut arrêter sa tentative de confiscation.

Il crut alors que le moment était venu d'exploiter à fond les rivalités ethniques et religieuses. Comme l'élément géorgien se tint alors sur la réserve, le Gouvernement tsariste, qui se prétendait protecteur de la Croix et n'ayant conquis tout le Caucase que dans ce but chevaleresque, par un illogisme politique difficile à justifier (3), excita le fanatisme religieux des Turco-tatars ignorants, arriérés, et il lança ceux-ci contre les Arméniens, chrétiens, instruits, civilisés, qui lui avaient rendu tant de services depuis deux siècles et qui étaient les piliers de la prospérité économique de la Transcaucasie. D'abord des escarmouches, puis des attaques armées et incendiaires organisées de ville en ville par des Comités turco-tatars, avec la connivence, qui plus est, avec la participation de la police, de l'armée et avec les bénédictions du clergé russe.

Là encore, les Arméniens furent pris au dépourvu et attendirent un peu, tandis que l'autorité centrale continuait ses calomnies et faisait tomber sur les victimes la foute des pogromes organisés contre les Arméniens. On sait qu'au lendemain même de la signature du décret impérial (17 octobre 1905), octroyant à la Russie un régime constitutionnel, un parti ultra-réactionnaire avait été mis sur pied. Ses membres, appelés en russe "Tchernosoteniets", c'est-à-dire les "Cent-Noirs", entrèrent aussi en action dans la Transcaucasie (comme en Pologne, dans les Pays Baltes, en Finlande et ailleurs encore) et, avant même que les fêtes de réjouissance pour l'octroi de la Constitution fussent terminées, attaquèrent les quartiers arméniens de Bakou, en compagnie du clergé russe avec croix et ornements et de la masse fanatisée turco-tatare. Les grands immeubles arméniens

(3) Cet illogisme a été relevé à l'époque par Lynch, Leroy-Beaulieu, Victor Bérard et d'autres historiens. On croit qu'après avoir affaibli la nation géorgienne, le Gouvernement russe se servait maintenant du fanatisme des Turco-Tatars pour réduire les Arméniens. Une fois cela fait, ce serait le tour de mater facilement ceux qui lui auraient servi d'instrument et la russification totale serait alors chose aisée.

flambaient successivement et l'incendie s'accompagnait de pillages et de tueries. Les interventions, même auprès des plus hautes autorités et auprès des dirigeants des pogromes, étaient vaines.

Les Arméniens comprirent que, comme dans le cas des biens ecclésiastiques, c'était à eux de se défendre et de se faire justice. Jusque là les terroristes arméniens n'avaient usé de vendetta que contre de grands personnages, promoteurs des exactions commises. Le premier acte terroriste avait eu lieu à Tiflis le 14 octobre 1903 ; trois hommes appartenant au parti "Hintchak", avaient blessé grièvement à coups de poignards le gouverneur général (le prince Galitsine), quitte à tomber eux-mêmes sous les balles des soldats de garde. Le parti "Tachnak" avait aussi passé à l'action et plus d'une tête avait été abattue. Mais c'était des cas isolés et l'ensemble de la population arménienne, comme les intellectuels et les chefs de partis, espéraient toujours une amélioration de la situation. Des indices successifs et les pogromes de Bakou en particulier enlevèrent tout espoir.

A Bakou, le matin du quatrième jour des pogromes, le parti "Tachnak" donna ordre à ses hommes de marcher. Popes, soldats et surtout masses turco-tatares furent vite balayés des quartiers arméniens et la bataille fut portée dans les quartiers turco-tatars, avec incendies et tueries, mais suivant à la lettre le mot d'ordre donné par les chefs : de ne commettre aucun acte ignoble, de ne point faire le moindre mal à des femmes et à des enfants ennemis. Le coup avait porté : des dirigeants turco-tatars supplièrent les Arméniens de mettre fin à la contre-attaque et firent tomber la faute sur des fanatiques irresponsables. Dans toutes les villes où des scènes pareilles recommençaient, les Arméniens ripostaient aussitôt.

Ce fut la fin des pogromes ; mais ce fut le tour d'arrestations massives des intellectuels arméniens, et même de tous ceux que l'on croyait tels et qui avaient eu jadis la malchance d'écrire quelque article dans les journaux ou de se livrer à quelque autre initiative semblable. Ceux qui n'avaient pu fuir à temps le pays ou être rachetés et envoyés à l'étranger, grâce aux grosses sommes payées par les riches Arméniens, croupissaient dans les prisons ou étaient expédiés en Sibérie. Les procès tardaient à venir ; les dossiers étaient envoyés à Saint-Pétersbourg et on sait de quel ridicule se couvrit le ministère de la Justice : pour les Arméniens, comme pour les intellectuels avancés de l'empire, des pièces calomnieuses avaient été fabriquées, pour justifier les arrestations massives. L'affaire finit en queue de poisson et le calme revint quelque peu. D'ailleurs la défaite subie dans la guerre contre le Japon incitait à la modération.

Mais c'était le calme précédant la tempête. Le canon grondait déjà : la première guerre mondiale était déclanchée.

§ II. — Les conséquences de la 1^{ère} guerre mondiale.

La première guerre mondiale semblait devoir enfin régler la *Question d'Orient* et apporter par là même au *Problème arménien* — qui n'en était qu'un aspect — une solution satisfaisante. Il n'en fut rien : bien au contraire. Et si les horreurs universelles et les injustices internationales de la deuxième guerre mondiale ont relégué dans l'ombre celles de la première, celles-ci n'en restent pas moins une tache sur la conscience de l'humanité. Dans le présent paragraphe nous parlerons principalement des suites de la première guerre mondiale par rapport aux populations arméniennes qui se trouvaient sous le régime russe, plus exactement dans l'ambiance des intérêts russes, avec les allusions nécessaires aux populations arméniennes de l'empire ottoman qui habitaient dans le voisinage des frontières russes.

* * *

L'espoir d'un règlement définitif du Problème arménien avait lui, même avant le déclenchement de la première guerre mondiale. On pensait en effet que la *guerre balkanique*, qui avait mis aux prises la Bulgarie, la Grèce et la Turquie, ne pouvait se clôturer sans régler en même temps la réforme des provinces orientales, à savoir des régions arméniennes, de l'empire ottoman. Aussi les Arméniens s'étaient-ils aussitôt mis à l'œuvre pour éveiller dans ce sens l'attention des grandes puissances. Le Catholicos d'Etchmiadzin, Kévork V Sourénian, avait préconisé en novembre 1912 la formation d'une *Délégation Nationale Arménienne*, placée sous la présidence de Boghos Pacha Noubar et mandatée par lui auprès des chancelleries européennes. Cette Délégation, installée à Paris, avait pour mission d'obtenir enfin l'exécution des promesses si souvent octroyées, à savoir l'introduction des réformes dans les provinces orientales de l'empire ottoman habitées principalement par des Arméniens, qui sont sur leur territoire ancestral depuis trois millénaires.

Naturellement, malgré son titre de *Catholicos de tous les Arméniens*, Kévork V, installé en territoire russe, sujet du Tsar et

n'agissant que sous le contrôle du Procureur ecclésiastique russe en résidence permanente auprès de lui à Etchmiadzin, n'avait pu entreprendre une démarche politique si importante qu'avec l'agrément préalable du Gouvernement russe, animé pour lors de bonnes dispositions envers le peuple arménien : atout alors favorable à sa politique orientale. D'ailleurs, dans une lettre au Tsar, le Catholicos allait plus loin et lui demandait de prendre en main la cause des Arméniens de Turquie.

Pourtant, l'initiative du Catholicos n'avait pas germé dans sa résidence d'Etchmiadzin, mais à Tiflis et à Constantinople, où résidaient les dirigeants les plus représentatifs du monde arménien.

Dans les débuts de l'année 1912, avait pris fin, — en queue de poisson, comme nous l'avons dit à la fin de notre premier paragraphe —, le procès entrepris par le Gouvernement russe contre l'Intelligenza arménienne, dont la majorité appartenait au Parti Tachnak. Dès le mois d'octobre de cette année, une réunion consultative fut organisée à Tiflis ; on y décida "de s'adresser au Catholicos de tous les Arméniens et de le prier de recourir à son tour, au nom des Arméniens, à Sa Majesté le Tsar de toutes les Russies, afin que Celle-ci vienne au secours de la population arménienne de Turquie dans ces jours pleins d'angoisse". C'est là l'origine des lettres qu'à partir de cette date le Catholicos sera chargé d'adresser au Tsar ou à ses représentants au sujet des affaires arméniennes. Pour poursuivre l'étude des mêmes affaires on forma un *Bureau National Arménien*, composé de sept hommes d'initiative et d'expérience. La création de la *Délégation Nationale Arménienne* est assurément due aussi à la suggestion de ce Bureau. Tandis que son président Boghos Pacha Noubar travaillait principalement auprès des Gouvernements de Paris, Londres et Berlin, le docteur Jean Zavriev (Zavrian), arménien russe, se mit à l'œuvre à Saint-Petersbourg.

Mais les Arméniens de la capitale ottomane déployèrent à la même époque une grande activité efficace. Leur *Conseil Représentatif National*, — organisme fonctionnant plus ou moins légalement depuis l'approbation en 1863 par le Gouvernement impérial de la "Constitution Nationale Arménienne" —, tint à huis clos le 21 décembre 1912 une réunion pour prendre connaissance du Rapport de son Bureau exécutif et, après délibération, créa une *Commission de Sécurité*, chargée, comme l'organisme établi à Tiflis, de s'occuper du Problème arménien de Turquie. Nous présenterons l'œuvre accomplie par cette Commission dans la deuxième partie de notre étude. Mais pour comprendre son interférence sur les événements qui vont se dérouler des deux côtés de la frontière turco-russe, disons de suite que la documentation recueillie à Constantinople et mise à la disposition du Catholicos, du Bureau de Tiflis et de la Délégation à Paris, et non moins encore les pourparlers qui eurent lieu sur place dans la capitale ottomane avec les Ambassades et le Gouvernement

turc ont abouti à un résultat tangible. Malgré les réticences de l'Allemagne, mais avec l'appui de la France et de l'Angleterre, un projet de réformes fut signé entre le grand-vizir Sayid Halim et le chargé d'affaires de Russie Koulguévitch (l'ambassadeur était absent de Constantinople), en date du 26 janvier 1914. Les provinces orientales de l'empire ottoman étaient divisées en deux secteurs, placés chacun sous le contrôle d'un inspecteur européen, avec d'assez larges pouvoirs, avec mission de veiller à l'observation des lois et à la sécurité des peuples chrétiens de la Turquie. Avant même qu'ils entrassent en travail, les inspecteurs furent "invités" à quitter le pays turc, car celui-ci allait incessamment entrer en guerre, aux côtés des puissances centrales, contre les Alliés, notamment contre la Russie.

* * *

Par un malheureux contretemps le Parti Tachnak avait décidé de tenir en juillet 1914 sa 8^e assemblée générale à Erzeroum, ville éminemment arménienne et située non loin de la frontière russe. Les dirigeants arméniens en général, quelle que soit leur tendance politique, attachaient une particulière importance à cette réunion, vu le froid qui avait succédé à une période de collaboration entre le Parti Tachnak et le Comité Jeune-Turc, comme nous le montrerons à propos des événements de Turquie.

Les délégués examinèrent le problème arménien de Turquie sous ses divers aspects : l'organisation de la population dans les provinces arméniennes, la question des terres ouvrables dont avaient été frustrés les paysans arméniens et qu'on ne leur rendait pas, l'émigration en divers pays, particulièrement en Amérique, qui en affaiblissait le nombre et la force, la politique anti-arménienne accentuée du Gouvernement turc et la nécessité de l'auto-défense, les mesures de réforme, quoique insuffisantes, en passe d'exécution. L'ordre du jour de l'assemblée n'était pas encore achevé quand on reçut la nouvelle de la déclaration de la guerre en Europe. Les délégués, connaissant l'attitude soupçonneuse du Gouvernement turc à leur égard, coupèrent court à l'ordre du jour et n'examinèrent plus qu'une question : l'attitude à prendre dans le cas, probable, de l'entrée de la Turquie en guerre et on prévoyait déjà dans quel camp. On recommanderait à tous les organismes et membres du Parti de rester loyaux sujets de leurs pays respectifs et de remplir fidèlement leurs devoirs civiques ; un Comité de sept membres fut désigné et chargé de résoudre les affaires qui surgiraient en cas de guerre : en tous cas on s'efforcerait de détourner la Turquie de prendre part à la guerre, car ce serait nuisible non seulement au peuple arménien, mais encore à l'empire ottoman lui-même.

L'assemblée était sur le point de se disperser, quand arrivèrent inopinément à Erzeroum deux délégués plénipotentiaires du Parti Jeune-Turc, Béhaeddin Chakir et Nadji Bey, en compagnie d'une

dizaine d'agents caucasiens et de paysans aderbaidjanais. Ceux-ci avaient pour mission d'organiser la propagande anti-russe en Transcaucasie, dans le Nord iranien et naturellement aussi dans les provinces orientales de la Turquie; ils venaient entrer en pourparlers avec l'assemblée générale du Parti Tachnak en vue de la formation d'un front commun anti-russe.

Les délégués plénipotentiaires jeunes-turcs présentaient la même proposition d'une manière plus grave: ils demandaient tout bonnement aux représentants du Parti Tachnak de provoquer un soulèvement parmi les Arméniens de Russie au cas où la Turquie entrerait en guerre, et dans leur pensée c'était là une chose décidée. D'ailleurs, disaient-ils, les Géorgiens et les Turcs de Transcaucasie ont déjà donné leur accord dans le même sens: on frappera les Russes dans le dos, quand ils marcheront contre les Turcs. Pour allécher les Arméniens, les Turcs déclaraient qu'ils n'avaient pas l'intention de s'emparer de ces pays; ils voulaient simplement les libérer du joug russe et y organiser, sous le patronage de la Turquie, un Etat autonome qui fût une barrière entre la Turquie et la Russie; notamment ils promettaient aux Arméniens la création d'un Etat autonome arménien, composé de territoires pris des deux côtés de la frontière. Evidemment, ajoutaient-ils, le refus de s'unir aux Géorgiens et aux Turcs de Transcaucasie aurait des conséquences graves pour les Arméniens (1).

La situation était évidemment très grave pour les Arméniens qu'on mettait en présence d'un dilemme, dans les deux cas. Ils ont vainement déclaré que la participation de la Turquie à la guerre serait désastreuse pour elle, que neutre elle en tirerait plus d'avantages que si elle était combattante, car pour eux la victoire des Alliés sur les empires centraux était chose certaine et il ne fallait pas jeter le pays dans une telle aventure. Les délégués turcs, de leur côté, furent catégoriques dans leurs exigences. La victoire de l'Allemagne, partant de la Turquie, ne pouvait être mise en doute; ce serait une faute de ne pas saisir au vol l'occasion d'être délivrés une fois pour toutes du cauchemar russe; les Arméniens n'avaient pas d'autre choix: ils n'avaient qu'à s'unir à eux.

Ceux-ci répondirent alors sans ambages que si, contrairement à leur volonté, la Turquie entrait en guerre, ils rempliraient leurs devoirs de citoyens, mais ils ne pouvaient assumer l'office de promoteur des soulèvements chez les Arméniens de Russie, dont il est du reste difficile d'attirer la sympathie envers la Turquie, vu la

(1) On a su depuis, par les archives secrètes publiées par les Soviets, que le fait de l'accord était vrai même pour les Géorgiens, protégés officieux de l'Allemagne, et tout le projet proposé par les Jeunes-Turcs était un programme germanique visant à rejeter la Russie au delà de la grande chaîne caucasique. La conduite postérieure des Géorgiens confirma la même assertion.

situation peu enviable que celle-ci a faite à leurs frères de sang durant ces cinq dernières années, même sous régime constitutionnel.

On saisit tout le tragique de la situation créée par suite de ce refus. Les Turcs, déjà irrités par les demandes de réformes réclamées et obtenues tant soit peu par les Arméniens, ne se contentaient pas de la promesse de loyalisme : ils exigeaient un témoignage de "patriotisme ottoman" avec félonie anti-russe. C'était là chose psychologiquement impossible : c'est plutôt le contraire qui était à présumer de la part des Arméniens de Russie et c'est ce qui arriva en fait. Revenons donc en territoire russe.

* * *

Les fâcheuses nouvelles du Congrès d'Erzeroum parvinrent vite au *Bureau National Arménien* de Tiflis ; il fallait donc agir vite et énergiquement en vue de la protection et de la libération de l'Arménie turque. Les Arméniens sujets russes en âge de service militaire furent naturellement mobilisés et fournirent, dit-on, près de 250.000 soldats réguliers sur les divers fronts : 12,5 pour cent du nombre total des Arméniens habitant en territoire russe. En second lieu, les riches et les notables arméniens participèrent de tous leurs moyens aux organisations charitables qui devaient venir au secours des armées russes en campagne. Ils voulurent faire plus : organiser des légions de volontaires pris dans la population arménienne non astreinte au service militaire et parmi les Arméniens venus de l'étranger.

Cette dernière initiative, proposée tout d'abord par le *Bureau National Arménien* de Tiflis et non point par le Vice-Roi russe, me semble-t-il, donna lieu à de longs pourparlers au mois de septembre 1914 et ne fut acceptée par le Haut Commandement du Front caucasien que "d'une manière plus ou moins ambiguë", dit le général Korganoff, alors sous-chef d'Etat-Major général du Front du Caucase. On comprend les hésitations du Haut Commandement russe. Si, d'une part, on pouvait tirer grand profit de ces corps de volontaires qui seraient composés d'hommes particulièrement hostiles à la Turquie, connaissant le théâtre des futures opérations militaires et ayant plus ou moins des accointances avec les populations locales, dont ils connaissaient d'ailleurs les langues et les dialectes, il y avait, d'autre part, un grand danger à former des unités nationales chez qui pouvaient se développer des dispositions de séparatisme.

Entre temps, des nouvelles alarmantes parvenaient au *Bureau National* de Tiflis soit de Constantinople, soit des provinces intérieures. Sur la demande du Bureau, le Catholicos d'Etchmiadzin adressa le 5 août 1914 une lettre au Vice-Roi Vorontsov-Dachkov, attirant son attention sur les populations arméniennes qui, disait-il, des deux côtés de la frontière russo-turque, sont fidèles à la Russie : il lui faisait part des nouvelles inquiétantes qu'il avait reçues et lui demandait d'obtenir du Gouvernement turc des assurances pour la

sécurité des Arméniens de l'empire ottoman. Pour l'avenir, il le pria d'avoir en vue la création d'une sorte de province arménienne, dotée d'une large autonomie, sous l'égide d'un gouverneur général nommé par la Russie. Dans l'administration de cette province, chrétiens et musulmans auraient des représentants en nombre égal et le gouverneur russe veillerait à l'application des réformes. Plus tard seulement, la population locale, entendez surtout arménienne, déciderait de son sort : maintien sous le pouvoir turc, autonomie ou bien union à la Russie.

Le Vice-Roi mit du temps à répondre au Catholicos ; il dut sans doute consulter Saint-Petersbourg et répondit finalement le 2 septembre. Les relations, disait-il, sont certes tendues entre la Turquie et la Russie, mais celle-ci, comme ses Alliés, évite soigneusement tout prétexte d'hostilité, laissant au Gouvernement turc l'initiative de la prise de position dans le présent conflit. Mais en attendant il fallait préparer les esprits dans la population arménienne, en vue de l'adoption par eux de la conduite que lui, Vice-Roi, jugerait bon de leur assigner en temps opportun. C'était toute la réponse : aucune allusion n'était faite, ni à l'opinion inquiète des Arméniens sur la situation de leurs frères de Turquie, ni sur les projets d'avenir. De son attitude bienveillante envers le problème arménien témoignée depuis deux ou trois ans, la Russie passait à la réserve, en attendant l'hostilité à partir de 1916 ; mais l'hypocrisie était encore de mise à cette époque.

La formation des légions de volontaires ayant donc été finalement approuvée, une somme de 245.000 roubles fut avancée par le Gouvernement russe, pour subvenir aux premiers frais d'organisation. Des collectes furent aussitôt entreprises auprès des colonies arméniennes. Celles de Russie ramassèrent 1.021.000 roubles, celles d'Amérique 342.000, l'Égypte 55.000, etc., montant à la somme globale de 1.444.000 roubles. Des fonds plus abondants recueillis dans la suite auraient été consacrés à la même cause, sans la nécessité urgente de les dépenser sans mesure et de se donner tout entiers, pour soulager quelque peu et nourrir les fugitifs, les orphelins et les veuves qui venaient des régions arméno-turques, où avaient commencé les massacres et les déportations.

Les premières légions furent prêtes dès le mois d'octobre 1914 et leur commandement fut confié à des héros nationaux tels que Antranik, Kéri, Tro, Hamazasp, Khétcho et d'autres encore, partisans éprouvés dans divers guérillas très périlleuses en Turquie et au Caucase. Les premières formations comprirent environ 5.000 hommes. La commission de recrutement, créée par le *Bureau National* Arménien de Tiflis, vit affluer dans la suite d'autres recrues et le nombre des hommes passant par ses mains atteignit le chiffre de 8.000 personnes. Il en arrivait de tous les côtés, jusque de la lointaine Amérique, par divers chemins détournés, pour arriver jusqu'à Tiflis ;

mais le Haut Commandement russe se mit bientôt à mettre des entraves à ce recrutement et bien des gens, généreux et courageux, qui avaient sacrifié volontairement leurs affaires personnelles, se heurtèrent à porte close.

Ces légions ne furent pas réunies en unités supérieures, mais attachées à divers corps et groupes des armées du vaste front du Caucase qui s'étendait de la mer Noire à la Perse, car on les considérait utiles surtout pour le service de reconnaissance. Ceci explique leur répartition presque égale sur tout ce front. Mais en fait les soldats de ces légions ont normalement combattu auprès des corps de troupes auxquels elles étaient respectivement attachées. D'ailleurs on s'est vite aperçu des défauts d'organisation de ces légions et des conditions anormales dans lesquelles vivaient les engagés ; il a fallu donc les réorganiser en unités régulières, en y versant des éléments de troupes régulières et en leur donnant un commandement et des officiers expérimentés, les pourvoyant en même temps de tout le nécessaire prévu par le règlement russe. La démarche faite dans ce sens par le *Conseil National Arménien* de Tiflis auprès du Haut Commandement du Caucase vers la fin de l'année 1915 fut cette fois favorablement accueillie et au début du mois de mars 1916 le Quartier Général du Tsar Commandant en chef ordonna de réorganiser les légions arméniennes en six bataillons de tirailleurs arméniens, assimilant leur effectif à celui des unités de Cosaques à pied composées de quatre compagnies ; et pour porter ces bataillons arméniens à un effectif normal, on y versa tous les officiers et soldats arméniens des unités du front du Caucase désireux de servir dans cette troupe nationale, en y ajoutant des éléments tirés des bataillons de marche. Ce fut là une combinaison providentielle dont l'action sera grandement appréciée lors de la débâcle russe de 1917.

* * *

Je n'ai point l'intention d'écrire l'histoire militaire du front du Caucase, ni d'exposer le rôle joué par les corps arméniens durant ces premières années de guerre. Mais pour donner une idée tant soit peu juste des conditions dans lesquelles ils se trouvaient alors, je ne puis m'abstenir de citer textuellement les paroles d'un spécialiste, bien placé pour savoir ce qu'il dit, si incroyable soit-il en soi. C'est le général G. Korganoff, ancien sous-chef de l'État-Major Général du Front du Caucase, que j'ai déjà nommé plus haut :

«La question du ravitaillement n'avait pu être résolue d'une manière satisfaisante sur tout le front du Caucase et cette circonstance devait naturellement porter aussi atteinte au moral des bataillons arméniens.

De même l'équipement était tout-à-fait insuffisant et ne permettait pas d'habiller tous les combattants, tandis que la chaussure manquait complètement. Force fut de se contenter de réparer tant bien que mal ce dont on disposait et de s'en servir.

Le harnachement aussi était incomplet et défectueux, tandis que l'armement consistait en fusils des systèmes les plus variés, surtout de Mausers turcs, pris sur l'ennemi, mais ordinairement en mauvais état et sans baïonnettes.

Pas une mitrailleuse et pas de train, les chevaux et les voitures promise n'ayant pas pu être fournis. On était forcé d'adapter au terrain les lourds fourgons enlevés aux Turcs et de réquérir ou acheter sur place les chevaux.

Le matériel de génie manquait complètement, ainsi que celui de liaison" (2).

Voilà donc dans quelles conditions — souvent répétées — et malgré des instants de découragement inévitable, les soldats arméniens se mirent à l'oeuvre et ont généralement combattu avec une grande vaillance et même souvent avec succès. Dès décembre 1914 une victoire à laquelle ils prirent une part importante eut des conséquences fâcheuses pour leurs frères de Turquie. Voici comment. Sur le front d'Erzeroum-Sarikamiché une armée turque commandée par Enver Pacha en personne s'avancait à grandes étapes et les populations turco-tatares de Transcaucasie étaient dans la jubilation. Tiflis était saisie de panique et le Vice-Roi se préparait à se réfugier dans les montagnes. La bataille a duré du 22 décembre au 16 janvier 1915 et se termina par la débâcle de l'armée turque et la capture du 9^e corps. Enver pacha attribua à la vigoureuse action des légionnaires arméniens sa honteuse défaite et hâta l'exécution du programme de déportation de la population arménienne de la région, en d'autres termes de l'extermination. Des batailles et des victoires pareilles avaient lieu dans d'autres secteurs de l'immense front et provoquaient les mêmes réactions chez les dirigeants turcs. D'ailleurs la formation des légions de volontaires arméniens avait grandement irrité ceux-ci : ils voyaient réalisé tout l'opposé de ce qu'ils avaient demandé, voire exigé, à l'Assemblée Tachnak d'Erzeroum.

* * *

Nous devons interrompre un instant l'exposé des événements pour porter un jugement sur le comportement du *Comité National Arménien* de Tiflis. N'était-ce pas une erreur psychologique de sa part d'engager le peuple arménien dans une entreprise de si grande conséquence ? Ne fallait-il pas s'en tenir à la simple attitude de loyalisme civique de chaque côté de la frontière que l'on avait promise à l'assemblée d'Erzeroum ? Plus que cela, un membre important et qui était député à la Chambre ottomane, Armen Garo Pasdermadjian, avait passé en Russie et encourageait à l'engagement les Arméniens originaires des provinces turques ou déserteurs de l'armée ottomane. N'était-ce pas une faute d'avoir volontairement donné dans le panneau par suite de la bienveillance transitoire de la Russie et d'avoir

(2) *La participation des Arméniens à la Guerre mondiale sur le Front du Caucase (1914-1918)*, avec 19 schémas, par le Général G. Korganoff, Paris, 1927, p. 55.

favorisé les manœuvres cyniques de Vorontsov-Dachkov et de son maître et successeur le Grand Duc Nicolas Nicolaiévitch, promoteur de la politique anti-arménienne à la cour de Saint-Pétersbourg ?

L'historien ne peut s'empêcher de se poser ces questions. On a souvent reproché au parti Tachnak l'entreprise dont nous venons de parler, car c'est son autorité qui primait dans le *Conseil National* de Tiflis. Des historiens comme Léo et David Ananoun ne se sont pas fait faute de l'écrire plus tard, après les malheurs survenus à la nation ; mais quelques-uns l'ont dit au moment même. Nommons en particulier un leader arménien appartenant au parti, Hovhannès Katchaznoui, originaire de Van et mandaté pour cela par la section du parti à Van. Celui-ci a demandé de mettre vite fin au recrutement des volontaires, pour ne pas exciter davantage l'animosité du Gouvernement turc contre les Arméniens et ceux-ci par ailleurs à l'intérieur de la Turquie, disait-il, ne sont pas en état de faire face à de pareilles éventualités. La majorité de l'assemblée a passé outre.

C'est que le courant presque général, non seulement dans le *Conseil National*, mais encore dans l'ensemble de la nation pensait autrement. Tout d'abord pouvait-on ajouter foi aux promesses d'autonomie et même simplement de réformes avancées si souvent par les Turcs et jamais réalisées ? Pouvait-on ne pas profiter de la présente attitude bienveillante de la Russie ? Il y avait plus que cela. On avait si souvent essayé d'inculquer au peuple la nécessité d'une certaine émancipation, du recouvrement de la sécurité et de liberté nécessaires et on avait déjà sacrifié pour cela tant de vies humaines et d'argent : pouvait-on renier tout cela devant l'opinion nationale et reculer devant de nouveaux sacrifices, quand on se sentait sur le point d'en toucher du doigt les fruits mûris ? D'ailleurs l'avance russe en territoire ottoman, croyait-on, serait une parade militaire et la guerre serait une affaire de quelques mois au plus. Du reste la victoire de l'Allemagne, partant celle de la Turquie, entraînerait la perte même des provinces arméniennes du territoire russe ; tandis que celle des Alliés, de la Russie en particulier, mettrait fin à la tyrannie turque et assurerait, à défaut d'autonomie, une situation de sécurité, chose si enviable pour le peuple arménien. Autant la sympathie native que l'intérêt national des Arméniens habitant les provinces orientales dictaient l'attitude que l'on a prise : celle de l'orientation russe ; d'ailleurs en 1914 c'était trop tard pour qu'on pût utilement faire machine arrière. Et ajoutons que les dirigeants arméniens réunis à Tiflis aussi bien que ceux de Constantinople à l'automne de 1914 n'étaient pas des prophètes ; ils ne pouvaient pas prévoir la révolution russe de 1917 qui a bouleversé tous les calculs humains. Ayant souvent réfléchi sur ces problèmes, j'ai cru de mon devoir d'exposer le pour et le contre en tenant compte des contingences et de la psychologie de l'époque.

Hélas, aussitôt la guerre déclenchée, l'avance russe sur l'immense front turc ne fut pas une parade; à des avances succédaient des reculs, des évacuations, entraînant la fuite précipitée des populations compromises, ou le massacre et le pillage de ceux qui n'avaient pu s'enfuir assez rapidement. Il en avait bien été de même durant les 150 ans qu'avait pris l'occupation définitive de la Transcaucasie par les Russes (nous l'avons dit dans notre premier paragraphe); mais on croyait que les conditions avaient changé depuis le XVIII^e siècle et que la Turquie était plus que jamais "l'homme malade".

Le front fut quelque peu stabilisé en 1916 et il était bien avancé à l'intérieur de la Turquie. Il partait de la mer Noire bien à l'Ouest de Trébizonde, englobait l'importante place d'Erzindjan, d'où il se dirigeait vers le Sud-Est en passant à l'Ouest de Mouch et de Bitlis et, par le Sud du lac de Van, aboutissait à la frontière persane en face d'Ourmia. C'était à quelques détails près la frontière occidentale qu'assignera le traité de Sèvres à la république arménienne après l'arbitrage du président Wilson. Les Arméniens se consolèrent toujours en se rappelant cette double décision à portée internationale, quoiqu'elle ne fut jamais mise à exécution.

Mais durant les deux ans environ qu'avait demandés cette stabilisation relative de la frontière, que de malheurs avait subits le peuple arménien! C'étaient des ruines, du sang, des monceaux de cadavres, des esclaves emportés par les Turcs et les Kurdes et, parmi les fuyards réfugiés en territoire russe, famine et épidémie. Ainsi en janvier 1916 il y avait en territoire russe 45.368 familles de réfugiés qui comptaient parmi leurs membres absents 19.577 personnes mortes par tuerie directe et 49.528 autres mortes par famine, typhus ou d'autres conséquences de l'exode. A cette même date en comptant ensemble tous les fuyards et les autres nécessiteux, leur nombre s'élevait à 300.000. Or, de novembre 1914 au 30 août 1915, c'est-à-dire durant dix mois, ce sont les œuvres de bienfaisance arméniennes qui ont seules supporté les frais d'entretien et de soins des nécessiteux. C'est une loi votée le 30 août 1915 qui, à partir de cette date, par suite de nombreuses démarches et sollicitations, a étendu aux réfugiés arméniens le secours gouvernemental. Celui-ci laissait naturellement beaucoup à faire aux colonies arméniennes de toute la Russie et de l'étranger. Sur les cinq millions et demi de roubles qu'on a ramassés à cette époque, quatre millions 580.000 ont été fournis par les Arméniens de Russie. Ceux-ci ont même ouvert une souscription avec la devise: "Un arménien, une livre (or)" et grâce aux fonds de cette collecte on rachetait les captifs des Kurdes.

Il a même fallu racheter ou, si l'on veut, récompenser cette extension du secours gouvernemental aux réfugiés arméniens par une manifestation de reconnaissance des plus significatives exigée par le Gouvernement russe. Une sorte de diète arménienne fut convoquée

à Pétrograd du 10 au 13 mai 1919. Toutes les organisations politiques, charitables et culturelles existant chez les Arméniens durent y dépêcher leurs représentants qui dépassèrent le nombre de 130. Ceux-ci devaient en principe s'occuper de l'aide à apporter aux réfugiés et de la reconstruction de la future Arménie, en attendant la mise en état de celle qui était déjà occupée par l'avance des troupes russo-arméniennes. L'ordre du jour s'était approprié la proclamation qu'avaient faite les puissances alliées, lorsqu'elles eurent connaissance des graves sévices des Turcs contre les Arméniens, sur la responsabilité du Gouvernement et sur les réparations qui seraient imposées aux dirigeants turcs, une fois la guerre terminée. Mais le but principal pour lequel le Gouvernement avait imposé la réunion de la diète était l'attestation solennelle, de la part des Arméniens, de leur attachement reconnaissant à la Russie et surtout l'abandon total entre ses mains du sort futur de l'Arménie. Le Gouvernement russe y tenait justement en ce moment et plus que jamais, car des négociations secrètes avaient lieu alors entre lui et ses Alliés, Anglais et Français (l'Italie y fut adjointe plus tard), au sujet du partage des zones d'influence dans l'empire ottoman. C'est à la Russie que revenait une grande partie de l'Arménie orientale : de la mer Noire au lac de Van, à savoir les vilayets de Trébizonde, d'Erzeroum, de Van et de Bitlis. Le rêve des anciens grands ministres de Saint-Pétersbourg était en passe de réalisation : *une Arménie sans les Arméniens*, où l'on installerait des colons russes, voire des cosaques. Oh ! on donnerait aux Arméniens quelque consolation. Sazanoff, ministre des Affaires Etrangères de Russie, en formulait la teneur dans une lettre rédigée environ un mois après la diète arménienne de Saint-Pétersbourg et adressée au Vice-Roi de la Transcaucasie.

"Il est possible, écrivait Sazanoff le 14/27 juin 1916, d'accorder aux Arméniens, dans un cercle, une autonomie scolaire et ecclésiastique, le droit d'utiliser leur langue, et même une certaine auto-administration dans des villes et des villages, à condition que, lors des élections, soit respecté le pourcentage respectif de la population. A l'égard des éléments non-chrétiens il faut mettre en pratique les mêmes principes, dans la mesure où le permettront les conditions locales et leur degré de progrès culturel". Dans sa réponse au ministre datée du 3/16 juillet, le Vice-Roi, à présent Grand Duc Nicolas Nicolaïévitch, souhaitait ardemment que d'ici à la fin de la guerre on mit au point les principes directeurs, en vertu desquels on devait faire entrer dans les limites de l'empire russe les territoires turcs conquis par la force des armes. Il refusait pareillement aux Arméniens n'importe quelle autonomie, mais il était pleinement d'accord avec le ministre "pour accorder aux Arméniens l'autonomie scolaire et ecclésiastique, le droit d'administrer les biens et les capitaux appartenant aux églises, à condition cependant que dans les affaires officielles la priorité soit donnée à la langue russe..." Comme on était loin des perspectives entrevues en août 1914 !

Déjà dès le 6 juin, c'est par anticipation de ces principes qu'avait été mis sur pied le programme de l'administration des

régions occupées militairement et que le Général Pechkov commença son odieux gouvernement. La politique russe à l'égard des Arméniens changea radicalement. A présent c'était l'hostilité, comme durant les années d'avant-guerre, telle que nous l'avons décrite dans notre premier paragraphe : la censure devenait plus stricte, et plus sévère la surveillance de la police sur les partis politiques et les organisations charitables. On témoignait une particulière malveillance envers les masses réfugiées de Turquie et les légionnaires qui découragés s'étaient éloignés des légions. Quelles déceptions ! et, malgré tout, il fallait continuer à agir. La Délégation Nationale à Paris, pour maintenir en haleine du moins la bienveillante attention de la France et de l'Angleterre, saisit au vol l'idée de former une légion arménienne qui joua un beau rôle sur le front de Palestine sous les ordres du Général Allenby. Mais restons pour le moment sur le front du Caucase et en territoire russe.

* * *

Voici que tout y fut bouleversé du jour au lendemain. Le régime tsariste en décomposition, aidé en cela par la propagande germanique, céda la place à l'anarchie révolutionnaire communiste et le 3 mars 1918 l'Allemagne et ses satellites, d'une part (l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie), et la Russie, d'autre part, signèrent le traité de Brest-Litovsk. C'est à l'article 4 de ce traité que se trouvent les perfides clauses relatives à l'Arménie, clauses qui sont à l'origine de l'affreuse tragédie qui se joue encore jusqu'à nos jours et qui ont empêché, après la victoire des Alliés, de réparer quelque peu le mal incommensurable que le Gouvernement turc avait fait au peuple arménien. Je rapporte textuellement les clauses en question :

“La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'évacuation aussi rapide que possible des provinces de l'Anatolie Orientale et leur restitution méthodique à la Turquie.

Les cercles d'Ardahan, de Kars et de Batoum seront également évacués sans retard par les troupes russes. La Russie ne s'immiscera pas quant aux questions de droit constitutionnel et de droit des gens, dans la nouvelle organisation de ces cercles, mais laissera à la population de ces cercles le soin d'établir la nouvelle organisation, d'accord avec les Etats voisins et notamment la Turquie”.

Quel cynisme est caché sous des termes si libéraux en apparence. A la Turquie vaincue on rendait d'abord sans plus les provinces de l'Arménie turque que, depuis Novembre 1914, on avait si péniblement conquises : où tout avait été pillé et réduit en ruines ; où les flaques de sang arménien étaient à peine séchées et où les ossements des cadavres à même le sol marquaient encore les itinéraires des caravanes de mort ; où les survivants revenus sur leurs terres ancestrales, à l'ombre du drapeau russe, réduits d'ailleurs à la misère, étaient maintenant condamnés à un nouvel exode et dans des conditions plus lamentables encore qu'auparavant, car telle est toujours la

situation d'une armée démoralisée, forcée d'évacuer un territoire péniblement occupé, et encore plus de la population obligée à fuir pour sauver sa vie.

Mais la perfidie du traité était surtout déguisée dans le second paragraphe. Sous le terme, à dessein vague, innocent, allais-je dire, de *cercles*, des régions éminemment arméniennes, quoique bilingues et même trilingues et qui appartenaient à la Russie depuis 1878, étaient pratiquement remises à la bienveillante disposition de l'ennemi vaincu. Ce qu'on lui offrait en cadeau, c'était un immense haut plateau fertile, abondamment arrosé, pourvu de très importants points stratégiques, disposant d'une large issue sur la mer Noire, dont le célèbre port de Batoum qui est la tête de ligne du chemin de fer transcaucasien. (Plus tard on récupérera tout juste ce port en faveur de la Géorgie).

Pour saisir dans sa plénitude tout le tragique de la situation faite aux Arméniens par le traité de Brest-Litovsk, rappelons-nous l'indifférence et même l'hostilité à leur égard des deux autres grosses agglomérations ethniques du Transcaucase; ajoutons à présent leur collusion avec l'Allemagne et la Turquie contre l'Arménie. A celle-ci, déjà décimée et épuisée, il incombe à présent un triple devoir. A l'intérieur, d'abord, lutter contre les adversaires géorgiens et turco-tatars, auxquels se joindront bientôt les Bolchéviks russes et arméniens. S'occuper aussi des anciens et des tout nouveaux réfugiés, voués à la famine et à l'épidémie. Enfin, tache aussi interalliée qu'arménienne à proprement parler, relever l'armée russe défaillante sur un front qui décrit un immense croissant de 500 kilomètres de la mer Noire au lac d'Ourmia.

Les plénipotentiaires réunis à Brest-Litovsk ne pouvaient ignorer tout cela. Mais tout cela leur importait fort peu. Les Allemands avaient encore besoin du concours des Turcs pour couper la route à l'armée anglaise qui allait monter vers le Caucase en partant de Bassora et s'emparer des puits de Bakou, dont le pétrole leur était indispensable. Les Turcs, dont le front occidental était en mauvaise posture, avaient besoin de rétablir la situation, en faisant la jonction avec leurs co-religionnaires turco-tatars de Transcaucasie d'abord, et de trouver, par delà Bakou, un appui pour leur idéal de Panturquisme, Pantouranisme et même, d'une manière plus vaste, de Panislamisme. D'ailleurs une annexe du traité de Brest-Litovsk conciliait parfaitement ces objectifs turcs avec les intentions immédiates de l'Allemagne. Cette annexe disait en effet: "L'Allemagne aura *libre accès par le territoire russe vers la Perse et l'Afghanistan*". Le but en était encore de barrer la route aux armées anglaises et de frapper l'Angleterre dans les Indes. Quant aux Russes, ils savaient plus que les autres ce qu'il adviendrait aux Arméniens survivants et à la cause de l'Arménie. Mais pour le Bolchévik tout moyen est bon, qui favorise la préparation de la Révolution universelle. Pour lui, les petits

intérêts, comme les petits peuples, doivent être sacrifiés aux grands intérêts, comme aux grands peuples. Telles sont bien la théorie et la pratique de Lénine et de ses disciples. N'a-t-il pas dit : Qu'est-ce que le sacrifice d'un million d'Arméniens en comparaison de la grande cause de la Révolution ? Les dirigeants Bolchéviks voulaient coûte que coûte gagner les Turcs à leur cause, avec l'espoir d'agir, par leur intermédiaire, sur le Pan-Touran et sur le Pan-Islam.

Tout était donc déjà perdu pour l'Arménie à Brest-Litovsk et les précédentes considérations nous dispensent d'examiner en détail les divers traités et accords signés par les responsables Arméniens, civils et militaires, jusqu'à l'occupation définitive du pays par les troupes soviétiques. Depuis plus de trente ans on en fait un grief aux responsables de l'époque, faisant semblant d'ignorer que c'était là les sacrifices héroïques d'un père de famille qui s'efforce de sauver de son foyer en flammes le plus qu'il peut, avant que le feu ne dévore tout. Voyons plutôt brièvement la suite des événements.

* * *

Au lendemain de la Révolution russe le Gouvernement provisoire de Pétrograd a bien décrété un régime spécial pour les régions occupées par l'armée caucasienne et une Commission y a été dépêchée pour s'occuper des affaires. Mais la démoralisation s'était emparée déjà des troupes, comme nous l'avons dit : elles ne voulaient plus ni combattre, ni même rester pour attendre une relève ; les soldats, par groupes, abandonnaient les stocks de ravitaillement et les munitions et se dirigeaient vers leurs foyers en Russie. Le Vice-Roi avait déjà pris honteusement la fuite. Le Haut Commandement de l'Armée suppliait le Gouvernement provisoire de lui envoyer du moins les 150.000 soldats réguliers arméniens qui se trouvaient alors sur le front européen de la Russie, afin que, avec leur aide et ses bataillons de tirailleurs arméniens sur place, il pût organiser la retraite et réduire les dégâts. Le Gouvernement de Kérenski refusa la demande du Haut Commandement ; celui-ci, avec les officiers arméniens et les officiers russes qui s'offrirent d'eux-mêmes, organisa une armée de résistance.

La Commission gouvernementale envoyée par Pétrograd fut bientôt remplacée à la tête des populations de Transcaucasie par un Comité régional — appelé *Seym* — composé des représentants des trois races : Arméniens, Géorgiens et Turco-Tatars. Installé à Tiflis, le *Seym* devrait gouverner la Transcaucasie. Mais dès le début il s'est formé une collusion turco-géorgienne dont nous avons parlé plus haut ; son hostilité est devenue de plus en plus manifeste et intransigeante envers l'élément arménien. Les Géorgiens et les Turcs, tenant les têtes de ligne des chemins de fer, empêchaient le ravitaillement des régions arméniennes et gênaient les déplacements des troupes. Les Turco-Tatars, non moins que les Turcs proprement dits

et les Kurdes, attaquaient les soldats russes qui s'en allaient, les pillaient et même en tuaient parfois un grand nombre. Les Turco-Tatars attaquaient périodiquement les villages arméniens de la Transcaucasie orientale, pillaient et massacraient, afin d'en immobiliser les habitants et d'empêcher leur engagement au front. Les Turcs en effet, malgré leur signature, avaient repris les hostilités sur tout le front et les Arméniens furent seuls, avec le concours de volontaires russes — quelle ironie ! les rôles étaient renversés à présent —, à tenir tête aux armées turques, qui avaient à leur disposition ce que laissaient les Russes en partance.

C'est par des prodiges d'endurance, de tactique, de courage héroïque, souvent le ventre creux et les pieds enveloppés parfois de simples semelles ou même de chiffons — je tiens ce détail d'un soldat qui l'avait pratiqué —, que les soldats arméniens ont reculé pied à pied en infligeant à l'ennemi de lourdes pertes. Dans une histoire complète et impartiale, les noms de ceux qui dirigèrent cette héroïque résistance seraient cités avec les plus grands éloges et les noms des lieux où eurent lieu ces batailles : Kars, Sardarabad, Karakilissé, Bach-Abaron et d'autres encore passeraient dans les récits des hauts faits militaires, s'ils se trouvaient ailleurs que dans un coin abandonné d'Arménie. Voici trois faits entre des centaines.

La bataille de Karakilissé-Sardarabad s'engagea du 24 au 29 mai 1918. La XI^e armée turque, commandée par le général Chefki pacha, était deux fois supérieure en nombre et grisée par ses succès. La résistance des Arméniens, électrisés par l'ordre du jour du général Nazarbékoff (Nazarbékian), belle figure de la lignée des célèbres généraux arméniens de l'armée russe, fut magnifique. Mais les munitions manquèrent. Le 29 mai le général télégraphia : "La victoire m'échappe ; j'ai brûlé ma dernière cartouche".

Le 24 mai, tandis que toute l'Armée de Chefki pacha reconstituée marchait sur Erivan, le général Silikoff (Silikian) l'attaqua avec une telle vigueur dans la plaine de Sardarabad, qu'il défit les Turcs complètement ; sa cavalerie les poursuivit jusqu'aux hauteurs d'Alexandropol. Seul le manque de munitions fit arrêter la poursuite.

Dans la bataille du village même de Karakilissé qui a duré quatre jours (du 25 au 29 mai), la ténacité et la résistance des Arméniens en firent, de l'aveu de l'Etat-Major turc, leur plus beau combat de la guerre. Mais écrasés par l'artillerie ennemie et à bout de cartouches, les Arméniens succombèrent sous le nombre des assaillants turcs. Pendant que ce qui restait de la division arménienne battait en retraite sur la route de Karakilissé-Erivan, les Turcs, vainqueurs, "honorèrent" leur victoire en massacrant 7.000 personnes, habitants ou prisonniers, dans le village de Karakilissé.

Disons de suite qu'un général turc, Khalil pacha, réparera quelque peu la vilenie de Karakilissé. C'était peu de jours plus tard, au moi de juin ; Khalil était venu inspecter les troupes turques

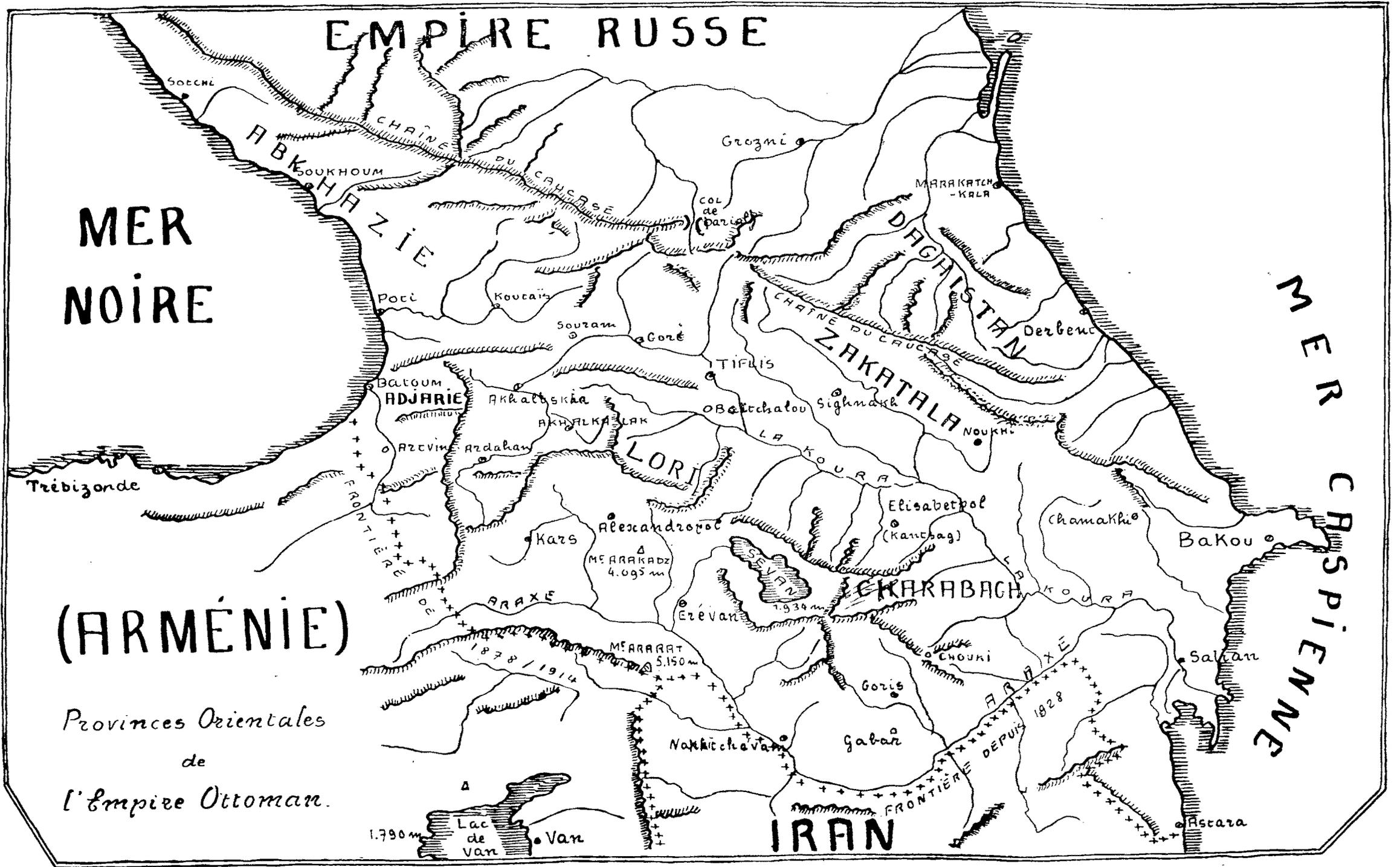
EMPIRE RUSSE

MER NOIRE

MER CASPIENNE

(ARMÉNIE)

Provinces Orientales
de
l'Empire Ottoman.



au front d'Erivan, tandis que le général Nazarbékoff avait le Haut Commandement de l'Arménie et se trouvait à Erivan. C'étaient deux connaissances de vieille date : ils avaient combattu l'un contre l'autre durant deux ans dans les batailles à la frontière de Perse (1915-1916). Le général arménien fit demander par son aide de camp au général turc quand il pourrait se présenter à son quartier général. Khalil pacha répondit : "Khalil ne permettra jamais que celui qui l'a toujours battu jusqu'ici vienne le voir le premier". C'est lui qui vint à Erivan au quartier général de Nazarbékoff.

* * *

Il y avait plus de six mois que les Arméniens combattaient seuls, mais les champs de bataille que nous venons de mentionner montrent jusqu'où s'était repliée la pointe septentrionale, ou si l'on veut l'aile droite, du front caucasien. Les Turcs étaient sur le point d'envahir toute la Transcaucasie. On convoqua en mai à Batoum une conférence entre les belligérants ; elle traîna en longueur. Mais la tension éclata le 26 mai, tandis que les batailles faisaient encore rage sur les lieux nommés plus haut. Les Turcs exigeaient la cession de toute l'Arménie, ne laissant aux Arméniens que la montagne autour d'Erivan. L'intervention de l'Allemagne, survenue alors, atténua quelque peu l'ardeur des Turcs. On sut plus tard, grâce aux longues dépêches expédiées à cette époque par les généraux allemands de Constantinople et même du Caucase, que ceux-ci trouvaient gênant l'empressement des Turcs et qu'ils préféraient garder entre leurs mains la direction des opérations du Caucase. Une mission militaire allemande, présidée par le général Von Kroess et accompagnée d'une forte escorte, était arrivée à Tiflis vers le milieu du mois de mai et une division allemande était attendue fin mai à Poti, port géorgien au Nord de Batoum.

Les plénipotentiaires turcs déclarèrent alors qu'ils étaient prêts à reconnaître l'indépendance des Etats d'Azerbaïdjan, de Géorgie et d'Arménie, et à signer le traité de paix avec eux. Les Géorgiens précipitèrent les événements. Sur leur pression, le *Seym*, ou Gouvernement fédéral des trois races du Transcaucase, se réunit le 26 mai — ce fut sa dernière réunion —. Un des leaders géorgiens joua la comédie, en déblatérant contre les Turcs et spécialement contre les Arméniens, comme si ceux-ci étaient cause du manque d'union à l'intérieur du *Seym*. Les Géorgiens cherchaient querelle, pour justifier leur scission et s'entendre seuls avec les Germano-Turcs. Les Turco-Tatars suivaient déjà en fait la même voie et une scission officielle faciliterait leur action dans "*l'Armée de l'Islam*" dont la formation s'achevait sous l'égide germano-turque. Les Arméniens, malgré toutes les intrigues jouées contre eux par les deux autres éléments, ne voulaient pas être isolés complètement et tenaient à la continuation de la fédération transcaucasienne ; mais ils durent s'incliner devant

ce jeu à peine déguisé et consentir à la dissolution du *Seym*, à midi 26 mai 1918.

La dissolution du *Seym* ne fut pourtant proclamée que quelques heures plus tard et par les Géorgiens seuls. En effet à 5 heures, le soir du même jour, réunis dans le même local de Tiflis, les membres géorgiens du *Seym* avec leur Bureau National proclamèrent la *Géorgie république indépendante*, nommèrent les membres de leur gouvernement. Dès lors, dirent-ils, est dissous le *Seym* et la fédération transcaucasienne prend fin. Le lendemain 27 mai les Turco-Tatars firent la même chose et fondèrent la *république azerbaïdjanaise*. Il est clair que le jeu était préparé à l'avance, car, aussitôt après l'acte de la Géorgie, le chef de la Délégation turque à Batoum, Khalil pacha, fit remettre séparément aux Délégués des trois nations son ultimatum du 26 mai.

Les Arméniens étaient dans l'embarras et les leaders arméniens, même appartenant au parti Tachnak, étaient d'avis différent au sujet de l'attitude à prendre, tant la situation était grave. Mais il fallait se décider. Le soir du même jour, 26 mai, le parti Tachnak convoqua une assemblée de ses représentants qui se trouvaient à Tiflis; on décida de renforcer la composition du Conseil National Arménien et de lui donner pleins pouvoirs, afin que, installé dans le centre national arménien, il pût assumer toutes les fonctions gouvernementales. Ce n'était pas encore la proclamation de l'indépendance. Les trois délégués arméniens retournèrent à Tiflis le lendemain 27 mai; ils exposèrent en détail la marche prise par les pourparlers avec les Turcs et les contrecoups de la scission de la Géorgie; ils insistèrent aussi sur la nécessité urgente de proclamer l'indépendance de l'Arménie, afin qu'on pût terminer la conférence et faire la paix.

Le lendemain 28 mai le *Conseil National* Arménien décida de renvoyer à Batoum les trois mêmes délégués avec pleins pouvoirs pour reprendre les pourparlers et signer la paix au nom de l'*Arménie indépendante*. Le regretté Père Antoine Poidebard, alors adjoint comme attaché militaire français à la mission militaire alliée, sous commandement anglais, qui se dirigeait de Bassora vers le Caucase, n'est arrivé à Erivan que le 6 décembre 1918; mais ensuite il a séjourné assez longtemps dans la capitale arménienne et à Tiflis. Il a résumé comme suit la situation des Arméniens à l'étape où nous sommes arrivé dans notre exposé :

"Restée seule dans un moment aussi critique, privée de toute voie de communication avec l'arrière, encombrée de 300.000 réfugiés sans ressources, dépourvue de tout moyen de subsistance, l'Arménie accepta l'ultimatum turc et signa la paix le 30 mai. Les nouvelles du front d'Europe étaient mauvaises; le 29 mai, la T.S.F. de Tiflis annonçait l'avance allemande du 27 mai en Champagne, le recul des Alliés jusqu'à Château-Thierry, Paris menacé de nouveau.

Jusqu'à l'armistice de novembre 1918, les Arméniens restèrent enfermés dans leurs territoires étroits, entourés par l'armée turque, refusant de chercher auprès de l'Allemagne ou de la Turquie la protection nécessaire pour assurer leur existence. Ils comptaient malgré tout sur la victoire des Alliés, à laquelle ils avaient lié leur sort, espérant l'arrivée de l'armée anglaise qui, disait-on, montait de Bagdad par la Perse et dont la cavalerie était signalée près de Tauris" (3).

* * *

Toute l'Armée arménienne de l'aile droite, commandée par le général Nazarbékoff, était donc réduite au silence. Les Germano-Turcs espéraient atteindre vite leurs objectifs. La division allemande débarquée à Poti prendrait le chemin de fer via Tiflis et foncerait droit sur Bakou. Les Turcs eux formèrent deux armées : l'Armée de l'Islam — c'est son nom officiel —, commandée par Nouri pacha, partirait d'Alexandropol et, passant par l'Arménie, ferait un petit coude vers Tiflis et prendrait pareillement la direction de Bakou. L'autre armée, la IX^e armée ottomane, commandée par Chefki pacha, prenait la direction de Tauris en traversant l'Araxe à Djoufka. Mais Germains et Turcs rencontrèrent sur leur route trois autres centres de résistance : *Bakou* et *Ourmia*, aux deux extrémités, le *Zanguézour* entre les deux, au tournant de la boucle de l'Araxe. Les trois points attendaient impatiemment l'arrivée des troupes anglaises sous le commandement du général Dunsterville. Celui-ci est bien arrivé à Bakou, tard et avec une brigade fort réduite ; des renforts suffisants lui étaient refusés par l'Etat Major de Bagdad ; avant le désastre final, de nuit, il ordonna l'évacuation et s'embarqua avec ses troupes pour la Perse. La petite armée arméno-russe de Bakou qui résistait déjà depuis avril et avait refusé la paix signée à Batoum le 30 mai et qui vit les Anglais repartir après une éphémère présence, continua quand même la lutte avec acharnement ; la ville fut bientôt complètement encerclée du côté de la terre par l'armée de l'Islam, toujours grossie de nouvelles troupes. Les assiégés avaient tenu héroïquement durant plus de cinq mois. Le 17 septembre l'Armée de l'Islam entra dans Bakou, massacra et pilla les Arméniens pendant trois jours. Un petit nombre de gens avaient pu s'enfuir par la mer ; plus de 10.000 cadavres jonchaient le sol, plus de 3.500 personnes avaient été emportées, comme dans les temps jadis, comme butin de guerre, c'est-à-dire en esclavage, autant de disparus, sans compter les prisonniers, les gens soumis à d'ignobles outrages. Près de 30.000 personnes, victimes directes ou indirectes, et près d'un milliard de roubles de pertes matérielles.

(3) A. POIDEBARD, *Rôle militaire des Arméniens sur le front du Caucase, dans* a "Revue des Etudes Arméniennes", T. I, 1920, p. 155.

Tel est le passif dans le bilan de la résistance arménienne de Bakou; l'actif c'est la gêne considérable causée au plan général germano-turc dont les armées avaient alors grand besoin des matières premières du Caucase, c'est-à-dire surtout de pétrole et d'essence. C'est Ludendorff qui le dit dans ses "Souvenirs" de guerre.

Le centre d'Ourmia constituait l'extrémité de l'aile gauche du front caucasien. Inutile de faire ressortir l'importance stratégique de ce centre: il tenait la route d'invasion vers la Perse et la Caspienne. La petite armée d'Ourmia était pour ainsi dire internationale chrétienne. Organisée et dirigée par un Etat-Major russe elle comprenait une brigade chaldéenne, une brigade nestorienne et un bataillon arménien, commandés respectivement par Agha Pétros, le Patriarche Mar-Schimoun et le général Stépanian. Cette petite armée résistait depuis 1917 à deux divisions turques venues de Mossoul, renforcées des Musulmans de la région et des Kurdes des montagnes, menant de splendides combats et infligeant de lourdes pertes à la coalition turco-kurde, comptant toujours sur les munitions et les renforts promis par les Anglais.

Les assiégés percèrent le front ennemi, dans une vigoureuse sortie, pour rejoindre la colonne anglaise de secours qui venait d'apparaître à l'horizon. Quelle déception! Le renfort n'était qu'un escadron de cavalerie escortant les munitions. Se voyant incapable de tenir plus longtemps, seule et sans munitions, l'armée protégea l'exode de la population, qui, prise de panique, s'enfuyait au nombre de 60.000 personnes dans la direction du Sud; et elle rejoignit l'armée anglaise de Perse. Elle comptait, après la mise en sûreté de la population, remonter à Ourmia. Mais ce centre abandonné était définitivement perdu. Le secours anglais, insuffisant, était arrivé trop tard. On sait toute l'émotion qu'a produite en Angleterre ce double abandon de Bakou et d'Ourmia. Au passif du plan de cette résistance si prolongée: souffrances, pertes et surtout découragement; à l'actif: le temps donné à l'armée anglaise, toujours très lente, d'occuper la Perse, de la Mésopotamie à la Caspienne. Puisse-t-elle en tirer parti à temps!

Entre les deux centres dont nous venons de décrire le sort, il y avait celui de Zanguéour dans le célèbre Karabagh arménien. Là il n'y a eu rien à faire. Après la paix signée à Batoum, le général Antranik, "trop fier pour cesser la lutte tant que les Turcs envahissaient le territoire arménien" (dit le P. Poidebard), s'était retiré dans ce massif montagneux avec ses volontaires montagnards; il y résista à tous les assauts conjugués, jusqu'au bout, jusqu'au delà des capitulations et de la Turquie et de l'Allemagne. Nous verrons plus tard le bilan de cette héroïque résistance.

Mettons fin à cet exposé des conséquences de la première guerre mondiale, exposé trop court si l'on en mesure la portée, mais sans

doute trop long dans un tableau général (et je m'en excuse), en disant très brièvement ce qui se passait alors au cœur du pays.

* * *

Tandis que les plénipotentiaires arméniens signaient à Batoum le traité de paix, le soir du 29 mai le parti Tachnak réalisait à Tiflis une nouvelle réunion aussi représentative que possible de ses diverses sections et, après un examen approfondi de la situation politique, décidait fermement de proclamer *l'Arménie république indépendante*, de former un gouvernement élargi avec la participation d'autres partis, en attendant la convocation d'un parlement, et d'établir à Erivan la capitale de cette république. Ces résolutions furent officiellement proclamées le lendemain 30 mai 1918, au moment où leurs délégués signaient à Batoum le traité. Comme le principe de cette indépendance avait été pratiquement accepté deux jours plus tôt, le 28 mai, c'est ce jour-là qui a été adopté comme date de création du nouvel Etat arménien; c'est le drapeau de cet Etat: rouge, bleu et ~~jaune~~ ^{orange} de haut en bas et en largeur, qui fut hissé dans le pays et à l'étranger; ses plénipotentiaires ont représenté l'Etat arménien dans les conseils internationaux, 525 années après la mort à Paris de leur dernier roi en exil.

Dans quelles douleurs était né cet enfant, nous l'avons dit. Vivra-t-il? Des croquemitaines rôdaient autour de son berceau. Il a pourtant vécu; il a grandi et il étonne déjà par sa vitalité.

§ III. — L'actuelle R.S.S. d'Arménie *

Dès sa naissance, l'Etat arménien eut à surmonter des difficultés énormes de toutes sortes. Ce fut la Géorgie qui, la première, se comporta en croque-mitaine grincheux. Tiflis, capitale de toute la Transcaucasie depuis 1801 et du "Seym" ou du gouvernement fédératif des trois principales races du même pays, devenait du jour au lendemain capitale de la seule république géorgienne. Dès lors on murmurait à Tiflis : "que fait ici le *Conseil National Arménien* ? sa place est à Erévan". On ne laissait même pas le temps de liquider les affaires et les biens communs du Seym ; on ne donnait pas le temps aux dirigeants arméniens de former un gouvernement et de prendre le chemin d'Erévan. D'ailleurs, ce chemin était entre les mains des Turcs ottomans ou des musulmans locaux, occupés à liquider les villages arméniens situés sur ce parcours. C'était bien la revanche, pétrie d'ingratitude, de l'élément géorgien envers l'élément arménien qui avait tant contribué à la prospérité économique du pays, de sa capitale en particulier. Plus d'un Arménien notable de Tiflis n'était pas pressé non plus de s'éloigner de cette ville opulente moins exposée aux invasions qu'Erévan et d'autres villes d'Arménie ; il souriait de cette République arménienne proclamée "indépendante" ; les Arméniens des divers partis cherchaient des prétextes pour refuser leur collaboration à la formation d'un gouvernement de coalition. Disons de suite qu'ils ne s'y sont décidés, encore que partiellement, que lorsque la capitulation de la Turquie a éclairci pour un temps la situation en apportant l'espoir d'un avenir meilleur. C'est encore au parti Tachnak qu'incomba de nouveau la tâche principale de former un conseil national élargi, de former un gouvernement, de se transporter à Erévan, puis de réunir un parlement provisoire, en attendant la création d'un parlement élargi avec participation des Arméniens originaires des anciennes provinces turques.

Finalement, sur l'intervention énergique de Katchaznoui, élu à Tiflis même président du gouvernement arménien, un vote favorable de 7 voix contre 5 décida le transfert. Le 17 juillet 1918, les membres du Conseil National et du gouvernement arméniens, accompagnés de deux officiers allemands (les Allemands occupaient déjà Tiflis comme nous l'avons dit) et d'un officier turc, partirent pour Erévan par une voie détournée (celle d'Akstafa, Kazakh et Dilidjan). L'attitude hostile et humiliante des dirigeants géorgiens s'est maintenue jusqu'à la frontière de leur influence. Par contre, l'accueil fait par les autorités azerbaïdjanaises, et ensuite sur territoire arménien, consola les voyageurs. L'accueil fut délirant à Erévan. Le soir eut lieu une réception officielle à laquelle assistèrent le consul iranien, les officiers allemands et turcs, les représentants des populations russes, ukrainiennes et musulmanes du pays. Répondant à toutes les adresses de bienvenue, Katchaznoui eut un mot de circonstance très heureux : "Notre Etat, dit-il, s'appelle, non point République Arménienne, mais *République d'Arménie* ; cela signifie que le territoire de notre Etat est la patrie de toutes les populations qui y habitent".

Dès le lendemain on se mit à l'œuvre ; on déploya une grande activité pour créer de toutes pièces et en peu de temps un Etat. On élargit le Conseil National Arménien venu de Tiflis, en y adjoignant des représentants turcs, yéridis et russes qui habitaient le territoire, de façon à former un véritable *Conseil d'Arménie*, une sorte de pré-parlement. On décida définitivement les couleurs du drapeau arménien : rouge, bleu et orangé en largeur, malgré la difficulté de se procurer de l'étoffe de cette dernière couleur. On mit debout des ministères qui eurent une tâche surhumaine à remplir avec des ressources insignifiantes. Nous présenterons alternativement le tableau de l'œuvre accomplie à l'intérieur, puis dans les relations extérieures de l'Etat, en menant jusqu'à nos jours l'enquête sur l'évolution politique du pays.

* * *

En parlant des premiers temps de la République arménienne, M. Simon Vratzian a écrit sans exagération :

"L'Arménie était plutôt une station d'émigrants. Sur l'ensemble du pays il s'était déversé environ 450.000 émigrés, dont 40.000 à Erévan, la plupart demeurant dans les rues et dans des bâtiments en ruine. On ne trouvait pas de pain, la population se nourrissait de ce qui lui tombait sous les mains. Dans les débuts, en ville, la livre de pain mêlé de pomme de terre et de haricot valait 5 roubles, et c'était difficile d'en trouver.

Le sort des orphelins était épouvantable. Le journal "Zank" d'Erévan écrivit en date du 3 août : "Des dizaines de milliers d'orphelins, répandus à présent sur le territoire de la République d'Arménie, abandonnés de tous, sont soumis au froid, à la faim et à des maladies épidémiques... Il n'y a pas de cesse aux mourants : tous meurent et partout, dans les villages comme dans les villes, en plein air aux yeux de tout le monde".

Le manque de pain, de logement, de vêtements et de remèdes et la promiscuité parmi les émigrants ont causé et développé des maladies infectieuses, le choléra au début, puis le typhus exanthématique dont la faux moissonnait abondamment de tous côtés. Il n'y avait pas de maison sans malade. On en rencontrait dans les rues et sur les places".

Après quelques chiffres sur la mortalité journalière, l'auteur continue :

"Ce n'était là que le commencement des douleurs. Les hôpitaux montés à la hâte étaient impuissants à procurer une médication efficace, car il n'y avait ni remède, ni combustible, ni nourriture, ni linge de corps. Et les gens mouraient silencieux, par centaines, par milliers. La population se consumait comme une chandelle qui brûle" (1).

A la famine et à l'épidémie s'était ajoutée l'insécurité. Des déserteurs de l'armée, des émigrés et même des autochtones, privés de moyens de subsistance, isolément ou par bandes, se jetaient sur les passants, pillaient les maisons, troublaient l'ordre public jusque dans les rues de la capitale. La situation ne faisait qu'empirer avec le temps. En octobre, la provision de pain (et quel pain !) était presque épuisée sur le territoire de l'Etat. Les dépôts gouvernementaux et particuliers étaient vides. La situation devint intenable, même pour les autochtones. La crise alimentaire dura en fait jusqu'au printemps de 1919, date à laquelle arriva la farine américaine.

Famine et épidémie avaient fauché en six mois 180.000 personnes, ce qui fait en moyenne 1.000 personnes par jour. Encore six mois et les régions arméniennes de Transcaucasie auraient été réduites au sort des provinces arméno-turques.

Mehmed Ali Pacha, représentant de la Turquie à Erévan, offrait ou vendait de temps à autre quelques wagons de blé à l'Arménie, bien que ce fût là du blé volé dans les dépôts de l'Arménie. Il faisait également des transferts de populations musulmanes habitant sur le sol de la République, soit pour les soustraire aux fléaux, soit pour en garnir des régions précédemment habitées par des Arméniens, tels les districts de Sourmahou et de Sardarabab.

Telles furent les conjonctures qui marquèrent les premiers pas du nouvel Etat arménien. Et quand on y songe on ne peut s'empêcher d'admirer tant la population que le gouvernement qui surent y faire face et en sortir victorieux.

* * *

Les mesures prises par le gouvernement visaient avant tout à procurer aux habitants pain, remède et sécurité. En fait de législation, on adopta provisoirement (ce qui était sagesse) l'ancienne législation russe, avec les changements et les additions opérés depuis 1917 par le gouvernement de Kérinski, par le Commissariat de

(1) S. VRATZIAN, *La République d'Arménie*, Paris, 1928, p. 168 (en arménien).

Transcaucasie, par le Seym et le Conseil d'Arménie. On perfectionna l'appareil gouvernemental; on réorganisa l'armée et on désarma la population. Surtout on mit un soin particulier à soulager les besoins sanitaires et économiques qui étaient les plus urgents. Arrêtons-nous un instant sur ce dernier point.

Dès le 8 août 1918, on attribua 6 millions de roubles en grande partie pour le service des réfugiés et du ravitaillement.

Le 21 août, on déclara l'Arménie entière en danger par suite du choléra, et la section sanitaire du Conseil d'Arménie fut érigée en un organisme supérieur ayant la surveillance de toutes les entreprises qui luttèrent contre les maladies infectieuses.

Le 11 septembre, l'Etat s'attribua le monopole du commerce du coton qui était alors son unique source de revenu.

Le même jour, fut établie la loi scolaire autorisant toute organisation publique ou communautaire, ainsi que tout groupement, toute association, ainsi que les particuliers, à ouvrir des écoles et à les diriger par leurs moyens propres, sous le contrôle général de l'Etat.

Le 28 septembre, on institua une loi obligeant le Gouvernement à fournir aux réfugiés qui n'avaient pas de moyens de subsistance, ou du travail, ou de la terre à cultiver; sinon, à leur attribuer un subside.

Le 8 octobre, on décida d'établir, en faveur des réfugiés nécessiteux, principalement pour les femmes, des ateliers de tissage; on y consacra 6.691.200 roubles.

Le 11 octobre, l'Etat a pris sur lui la tâche de ravitaillement et d'éducation de tous les réfugiés orphelins et en a confié la gestion au ministre de l'Assistance. D'autres organisations publiques ou privées avaient le droit d'ouvrir des orphelinats, mais sous le contrôle de l'Etat.

Le même jour, on attribua 12.736.250 roubles à titre de secours aux orphelins, aux réfugiés privés de soutien et pour la construction de logements en faveur des émigrés.

Dans les décisions prises, on n'a oublié ni les ouvriers, ni les estropiés, ni les familles de ceux qui étaient morts au service de l'Etat ou des biens public, etc., etc. On n'oubliait pas non plus les Arméniens nécessiteux hors du territoire arménien. Ainsi, le 26 octobre, le Conseil d'Arménie a attribué un subside de 500.000 roubles aux victimes de Bakou; le 4 novembre il mit 5 millions de roubles à la disposition du Conseil National Arménien de Tiflis; le 3 décembre, 300.000 roubles pour les rescapés de Perse, etc.

"Ce n'étaient là que des miettes, comme dit avec justesse M. S. Vratzian, en comparaison des besoins immenses du moment; mais sur la table de l'Arménie il n'y avait pas plus que des miettes, le peuple arménien donnait de ce qu'il n'avait pas" (*l. c.* p. 171).

* * *

Voici qu'à l'entrée de l'hiver, au moment où la situation intérieure de l'Arménie était la plus désespérée, jaillirent soudain des lueurs rassurantes. La position des empires centraux était devenue intenable. Leurs satellites successivement mettaient bas les armes. La Turquie capitula le 30 octobre et l'Allemagne le 11 novembre. Les membres d'une délégation arménienne qui avait été convoquée à Constantinople par les Germano-Turcs pour régler les affaires pendantes après la conférence de Batoum (2) quittèrent la capitale ottomane après l'armistice de Moudros et arrivèrent à Erévan le 30 novembre, apportant des nouvelles réconfortantes sur les événements survenus et sur la sollicitude internationale qui entourait déjà la cause arménienne. La délégation présidée à Paris par Boghos Pacha Noubar avait remarqué cette sollicitude. Malgré la situation encore lamentable du pays, le moral du gouvernement et du peuple, s'était considérablement rehaussé. Sous peu on expédia pour Loris une Délégation, sous la présidence du poète Avédis Aharonian, qui devait, en collaboration avec la Délégation Nationale Arménienne, défendre les intérêts de l'Arménie auprès des autorités suprêmes alliées.

Mais j'ai dit que les lueurs rassurantes avaient jailli *soudain*. En effet, dès le 5 octobre, le général turc Khalil Pacha avait avisé le gouvernement arménien qu'il avait reçu ordre d'évacuer la région de Lori-Pambak. Les commandements arménien et turc avaient aussitôt réglé le protocole d'évacuation et les soldats arméniens avaient reçu l'ordre d'occuper les lieux évacués. Mais le commandement de l'armée géorgienne avait ordonné de son côté d'occuper certains points que le gouvernement de Tiflis pensait devoir revenir à son pays. Des escarmouches se changèrent en véritable guerre entre Géorgiens et Arméniens, guerre qui dura deux mois : novembre et décembre 1918. Malgré les négociations menées parallèlement à des batailles et l'intervention des missions militaires anglaises et françaises déjà en place, la guerre ne cessa que le 31 décembre 1918 à minuit, tandis que les troupes adverses étaient placées sur des points enchevêtrés les uns dans les autres, et chacun se prétendait victorieux.

Si sur le champ de bataille le résultat resta indécis, à l'arrière les Géorgiens recoururent à des procédés que j'ai honte de relever à environ 40 ans de distance. Ce furent des pogromes, avec pillages et viols, organisés contre la nombreuse population arménienne qui depuis des siècles se trouvait sur ce territoire. De plus, on arrêtait

(2) La conférence de Batoum, était réunie fin mai, mais le traité de paix entre la Turquie et l'Arménie ne fut signé que le 4 juin 1918. Sur ce traité, voir POC., 1957, pp. 134-138. *Signé p. 24 32*

au hasard n'importe quel arménien rencontré dans la rue et on exigeait de lui des rançons variant de 50 à 50.000 roubles.

A Tiflis même, en pleine capitale et sous les yeux des représentants alliés et cinq jours après la signature de l'armistice, le 5 janvier 1919, les agents de la milice d'Etat arrêtaient en quelques heures 6.000 Arméniens et ne relâchèrent que ceux qui purent payer les rançons exigées, soit sur place, soit dans leurs domiciles où les accompagnaient les agents; naturellement la rançon était alors plus élevée. Les autres furent exilés ou fourrés en prison, sans égard ni à leur âge (il y avait des gens de 15 à 75 ans), ni à leur condition d'intellectuels, de malades, d'estropiés ou même d'aveugles. Le Rapport dressé alors par le Conseil National Russe de Tiflis présente de la persécution anti-arménienne un tableau des plus accablants pour le gouvernement géorgien. Et le Parlement géorgien mit le comble à sa conduite honteuse; car, lorsque les députés arméniens interpellèrent sur cette odieuse persécution nationale, le parti gouvernemental garda le silence, les autres partis blâmèrent les interpellateurs, et le ministre de l'Intérieur poussa le cynisme jusqu'à protester de leur respect — tant de fois témoigné — envers la population arménienne; les sévices — insignifiants d'ailleurs, disait-il — auraient été le fait de quelques fonctionnaires à titre privé. On possède pourtant le certificat N° 40, daté du 3 janvier 1919, déclarant au nom du Gouverneur Général de Tiflis que l'Arménien un tel (le nom est ajouté à la main) "peut vivre librement dans la ville de Tiflis et n'est pas soumis, *en tant qu'Arménien*, à l'emprisonnement ou à l'arrestation" (3).

* * *

Cette persécution suscitée par un Etat voisin — chrétien, qui plus est — a naturellement aigri les cœurs. Les pourparlers de paix, commencés dès le lendemain de l'armistice du 31 décembre, ont traîné en longueur. Les Géorgiens savaient que la situation alimentaire de l'Arménie empirait de jour en jour. Pressés par la famine, les Arméniens finiraient bien par tout lâcher. Le Gouvernement arménien menaça de rappeler ses délégués; les pourparlers reprirent alors (28 février 1919) et c'est dans le cours du mois de mars seulement qu'entrèrent en vigueur les décisions arrêtées: tout d'abord reconnaissance de l'indépendance mutuelle des deux pays, avec représentations diplomatiques à Tiflis et à Erévan; puis relations télégraphiques et postales; liberté de déplacement, excepté pour les réfugiés arméniens venus de Turquie; on a réglé ensuite les questions financières et la question des biens militaires. Le plus important

(3) Voir le fac-similé de ce document dans l'ouvrage de S. VRATZIAN, l. c. p. 210.

objet du litige : la frontière, n'a pas été réglé ; on s'est seulement mis d'accord pour formuler un règlement spécial applicable à une zone neutre dans le district de Lori.

Enfin l'Arménie allait pouvoir communiquer avec la mer Noire, avec le port de Batoum dans l'espèce, bien qu'à travers le territoire géorgien et par la voie détournée de Tiflis. C'était un atout pour s'occuper du ravitaillement avec succès.

"En février (1919), dit Alexandre Khatissian dans ses *Mémoires*, vint le premier train de farine qu'amena de Batoum le délégué français Poidebard. Puis vinrent successivement les Américains et après eux les trains de farine. Sans exagération il est possible de dire que le secours américain a sauvé la population arménienne de la mort totale par la famine. Je me rappelle que les paysans avec des bois détruisaient les nids de rats pour en ravir les provisions de blé ; les affamés cherchaient des grains de blé dans le fumier et les mangeaient ; ils arrachaient les os de la griffe des chiens pour les ronger eux-mêmes ; des milliers d'enfants en bas âge erraient dans les rues, sans logement et sans personne pour s'occuper d'eux et tout abandonnés. Il fallait créer des abris pour eux ; il fallait les vêtir et les nourrir" (4).

Pour apprécier à sa juste valeur l'importance du geste américain dans le domaine du ravitaillement, ajoutons encore quelques mots d'explication.

En janvier, les Anglais avaient amené 6 wagons de blé et de farine de Kars et quelques wagons de Charour. On avait reçu une quantité insignifiante de farine de Tiflis. Nous avons déjà signalé le premier train de farine venu de Batoum en février. Plus rien jusqu'au 28 avril, date à laquelle le ministère du ravitaillement reçut 15 wagons de farine. Entretemps la crise alimentaire était devenue très aigue, à tel point que vers la fin du mois de mai la ration de pain sera abaissée à Erévan à un quart de livre, tandis qu'en province la population s'en ira paître dans les champs.

Aussi, dès le 22 janvier, Katchaznouni avait proposé d'envoyer auprès des Alliés et des Etats-Unis en particulier une mission chargée de négocier le ravitaillement de l'Arménie en vivres ; la mission devait aussi s'occuper des autres besoins de l'Arménie, en fait de l'importation de marchandises, d'emprunt etc. Et lui, le plus haut fonctionnaire de l'Etat — il était président du Conseil des ministres — s'offrait à présider en personne cette mission. La proposition fut agréée. Katchaznouni confia la présidence du Conseil à Al. Khatissian qui fut élu plus tard président en titre, poste qu'il garda jusqu'au 5 mai 1920, en plus de son poste de ministre des Affaires étrangères. La mission, empêchée par le Commandement militaire anglais de partir pour l'étranger, n'en obtint l'autorisation que le 16 avril. Enfin les divers appels lancés par l'Arménie furent entendus. Une

(4) Les *Mémoires* de AL. KHATISSIAN portent le titre de : *Origine et développement de la République d'Arménie*, Athènes, 1930, p. 111 (en arménien).

part lui fut attribuée de l'énorme stock de ravitaillement que préparait Hoover en Arménie pour l'Europe et la Russie. Le premier bateau américain chargé de farine arriva à Batoum le 20 mai, suivi dans la suite par d'autres bateaux qui apportèrent du blé, des haricots, du riz, du millet, du maïs, de l'avoine, du lait condensé, etc. Suivant l'accord passé avec les Etats-Unis, il devait venir encore au début de l'année suivante (1920) 2.170.000 livres de farine.

Malgré la mauvaise volonté du gouvernement géorgien, et moyennant un accaparement de sa part d'une partie de la farine comme prix de transport sur le chemin de fer, les provisions purent arriver sur le territoire arménien. Il a fallu encore en détacher une part pour ravitailler les Arméniens de la région d'Akhalkalak que la Géorgie occupait de force, mais sans fournir de vivres. Le but était manifeste: décimer le plus possible l'élément arménien dans les districts dont la possession était en litige. Ce rôle de croque-mitaine méchant, voire, sanguinaire, la Géorgie le joua même sous régime soviétique, comme nous le dirons plus loin.

* * *

Avant de parler des autres croque-mitaines plus redoutables encore, disons un mot du rôle des représentants des puissances alliées dont nous avons déjà signalé la présence en Transcaucasie.

Les chefs des missions militaires et diplomatiques résidaient à Tiflis, où ils formaient, avec la haute classe de la population locale, une brillante société. Naturellement le contact quotidien avec les dirigeants géorgiens exerçait une certaine influence sur l'esprit des représentants alliés et les prédisposait plutôt en faveur des intérêts géorgiens. Les chefs étaient plus d'une fois obligés de se rendre à Erévan pour se faire une juste idée de la situation et des problèmes. Al. Khatissian, qui était originaire de Tiflis et avait été jadis maire de cette ville, connaissait bien le milieu géorgien; il note cela dans ses "Mémoires" et nous dit que, lors de son voyage en Europe, il a attiré sur ce point l'attention des ministères à Paris et à Londres, qui lui promirent d'être plus attentifs sur l'influence du milieu de Tiflis.

Une société du même genre, quoique à un degré inférieur, s'était formée à Erévan, et la sympathie dont jouissait encore la cause arménienne en Europe et en Amérique, avait créé une grande euphorie tant chez dans les milieux gouvernementaux que dans la population arménienne, malgré la situation matérielle encore lamentable.

Al. Khatissian raconte que le premier officier allié qui mit le pied sur le territoire de la République Arménienne fut le capitaine **6.3. Poidebard**: celui-ci se présenta à lui vers le 10 décembre 1918 (en fait plutôt le 6 décembre). Quelque temps après, il fut nommé représentant de la France auprès du gouvernement arménien. Arrivèrent ensuite les représentants des autres puissances. Ne pouvant

entrer dans les détails, nous pouvons caractériser comme suit leurs attitudes respectives.

C'est aux troupes anglaises qu'étaient confiées, de la part de l'Etat-Major Interallié, l'action militaire d'abord, puis l'occupation de la Transcaucasie. Nous avons déjà signalé dans le précédent paragraphe de notre étude (*POC.*, 1957, p. 136) leur arrivée du dernier moment avec des forces insuffisantes et leur retraite nocturne de Bakou, avant la chute de celle-ci le 17 septembre 1918. Ils ont agi de la même manière après l'armistice. Ils eurent pour objectif de s'assurer pour l'avenir les puits de pétrole de Bakou. Pour ce, ils ont voulu que les Arméniens, avec les autres populations, empêchassent une nouvelle mainmise sur la Transcaucasie, sur Bakou en particulier, des Turcs aussi bien que des Russes. D'où leur plan diplomatique de favoriser le plus possible, au dépens des Arméniens, les musulmans Turco-Tatars de l'Azerbaïdjan, de façon à former, sous leur propre égide, un puissant Etat, satisfait par l'adjonction des pâturages du Karabagh et du Zanguézour qui lui est attenant, et de la belle plaine de Nakhitchevan, qui ferait suite aux deux autres districts et assurerait la communication directe avec la Turquie; celle-ci serait naturellement reconnaissante de cette dernière clause. Les Anglais reprenaient donc le projet Turco-Allemand. Ils sont allés jusqu'à forcer le général Antranik, qui tenait toujours le Zanguézour et même le Karabagh, à quitter le pays et à s'embarquer pour la France. Pourtant ils ne pouvaient ignorer que ces trois régions, surtout les deux premières, étaient spécifiquement arméniennes et toutes trois étaient nécessaires au nouvel Etat arménien.

Dans les litiges de l'Arménie avec la Géorgie, ils ont été assez indifférents. Quant aux démêlés avec la Turquie, d'abord favorables aux Turcs, ils firent volte-face et furent fermes pour faire exécuter les clauses de l'armistice au bénéfice de l'Arménie. Nous parlerons ensuite de la perte graduelle de l'influence anglaise, lorsqu'ils ont cédé devant les intimidations et surtout lorsqu'ils ont retiré leurs troupes.

Le Colonel Haskell, américain, mais délégué comme Haut-Commissaire de la part du Conseil Suprême Interallié de Paris, n'ayant pas de moyens militaires pour l'appuyer, ne jouissait que d'une autorité morale assez réduite.

Les Français avaient un rôle assez effacé, quoique très amical envers les Arméniens, à qui ils conseillaient toujours de rester unis — le plus possible — aux Russes, dont la protection leur était nécessaire. Les Italiens avaient un rôle insignifiant et déclaraient volontiers que les forêts et le manganèse de la Géorgie les intéressaient plus que le territoire pauvre et ruiné de l'Arménie.

Nous avons déjà relaté le rôle providentiel joué par le secours américain. En ce qui regarde leur rôle politique, nous en parlerons plus loin lorsque l'exposé des événements arrivera à la date à

laquelle les Etats-Unis, comme les autres puissances, furent dans l'obligation de prendre des décisions définitives.

* * *

Maintenant revenons en arrière et examinons ce qui se passait aux frontières arméno-turques.

Les Turcs, avons-nous dit, ont annoncé dès le 5 octobre l'ordre reçu par eux d'évacuer les territoires qu'ils occupaient en Transcaucasie, et, ultérieurement, Mehmed Ali Pacha fit savoir au gouvernement arménien que le 6 décembre 1918, à 9 h. du matin, il ne resterait plus un seul soldat turc en deça des frontières fixées par le traité de Brest-Litovsk ; il certifiait que les soldats turcs dans leur retraite n'opéreraient ni pillage, ni dégât.

Hélas, la réalité se révélait tout autre, à mesure que les soldats arméniens venaient occuper les localités qu'évacuaient les Turcs. Ils trouvaient 98 % des paysans pillés jusqu'aux boutons de chemise. Bétail, instruments agricoles, chars, meubles, literies, jusqu'aux moyens d'éclairage : lampes à pétrole ou bougies. Des squelettes étaient épars partout, ici 400 cadavres, là 500. Des milliers de crânes et d'ossements humains jetés dans un vallon. La voie ferrée détruite ; les stations en ruines et pillées jusqu'aux portes et fenêtres. De la région de Pambak et de Chirak, sur 8.000 prisonniers emmenés à Erzeroum il n'en revint que 600. Les autres, surtout les jeunes, étaient morts de faim et d'épuisement, sous les coups, dans des corvées au-dessus des forces humaines, ou encore attelés à des chars, comme des bœufs, et poussés avec des tiges de fer.

La concentration des soldats turcs en retraite et du matériel pillé se faisait d'abord à Alexandropol, avant d'avancer jusqu'à Kars. Il en était de même pour les troupes qui, elles, prises de panique, s'enfuyaient à la hâte des frontières iraniennes en passe d'occupation par l'armée anglaise. A cause du nombre insuffisant de wagons, des milliers de soldats encombraient les gares tout le long de cette voie du Sud : à Nakhitchévan, Ouloukhanlou, Sardarabad et Alexandropol ; ils pillaient et détruisaient les biens arméniens dans tout l'alentour. Dans Alexandropol, centre de concentration, ils s'étaient comportés comme des bandes de sauterelles qui passent dans un champ. D'ailleurs les soldats avaient vécu environ cinq mois au compte des villages.

De là tout avait été transporté à Kars. On y a vu accumulés d'immenses provisions de coton, de sucre, d'animaux domestiques, du blé, du cuir, de la laine, des tissus, des meubles, sans oublier les portes et les fenêtres et les lampes d'éclairage. Les paysans turcs et kurdes, munis de ce matériel, entraient donc dans le concert de la civilisation, à moins qu'ils n'utilisent les portes et les fenêtres comme bois de chauffage : cela demande moins d'effort.

Le 5 décembre, veille de la date limite de l'évacuation, le chemin de fer Alexandropol-Erévan fut remis aux autorités arméniennes. L'inventaire était facile à dresser. Tout ce qui ne pouvait être emporté avait été détruit, y compris les dépôts d'eau et les ponts.

Dans toutes ces régions réoccupées par eux, les Arméniens se mirent de nouveau à l'œuvre avec leur ténacité habituelle.

* * *

Le lecteur aura remarqué dans le pré-avis d'évacuation du général turc une incise ambiguë, qui était certainement intentionnelle : *les frontières fixées par le traité de Brest-Litovsk*. Le traité imposé par les Allemands aux révolutionnaires russes, était devenu caduc par suite de leur défaite, y compris celle de la Turquie. D'ailleurs plus tard Karakhan rappellera aux Turcs qui invoquaient encore ce traité que celui-ci n'était plus valable, même à d'autres titres. Mais les Turcs s'y accrocheront tant qu'ils pourront et auront en somme gain de cause, mais plus tard seulement avec la connivence du gouvernement soviétique.

Tout en évacuant les régions arméniennes de Transcaucasie, les Turcs avaient formé à Kars un gouvernement local, appelé "Choura" (= loi islamique), très hostile envers les Arméniens. Au cas où il n'eût pas été possible de rester sous régime ottoman, le "Choura" constituerait un Etat autonome, dénommé "Transcaucasie Sud-Occidentale", comprenant les districts de Kars, Batoum et Akhaltskha. Par malheur, sous prétexte de ne pas exciter la population musulmane, les Anglais s'opposaient à l'occupation de Kars par les Arméniens à qui revenait ce droit, puisque la province de Kars était en deça de la frontière turco-russe de 1914. Finalement, le général anglais Forestier-Walker céda devant l'insistance du gouvernement arménien. Le 8 janvier 1919, on mit sur pied un protocole en 12 points. Un Anglais serait gouverneur de la province, l'autorité civile, composée d'Arméniens, lui serait soumise. On recommandait à ceux-ci d'agir avec prudence, afin de dissiper les craintes des musulmans (ceux-ci n'avaient pas la conscience tranquille!); de la sorte, disait-on dans le protocole, les Arméniens montreraient qu'une fois au pouvoir ils sont capables d'oublier les préjugés raciaux (leurs ennemis en seraient-ils dispensés?). Le 12^e et dernier point du protocole disait : le Gouvernement arménien, s'il maintient la paix, sera digne des félicitations des Alliés, quitte à poursuivre le règlement définitif de ses droits devant la Conférence de la Paix à Paris.

Le 12 janvier, le gouverneur anglais, accompagné par les principaux fonctionnaires arméniens nommés, se rendit à Kars. Fureur et menaces de la part du "Choura", et sur le conseil — obligatoire — du gouverneur anglais, les fonctionnaires arméniens sont rentrés à Alexandropol, tandis que le "Choura", ainsi que les Musulmans

d'Ardahan et de Batoum accablèrent de leurs dépêches le Conseil Suprême de Paris et ses membres, protestant contre la transmission de leurs districts aux Arméniens et aux Géorgiens, et réclamant la reconnaissance de leur indépendance. Les Arméniens, disaient-ils, ont massacré 100.000 musulmans.

Cette reculade du gouverneur anglais, qui éloigna les fonctionnaires arméniens, fut un coup fatal pour le prestige anglais, déjà ébranlé par des faits analogues survenus ailleurs. On comprend l'émotion des milieux arméniens; quant aux Musulmans, ils concluaient qu'il leur suffisait de résister pour qu'on leur cède.

La conduite des Anglais fut pire dans la province de Nakhitchévan. Lorsque les soldats arméniens s'avançaient pour occuper les parties déjà évacuées par les troupes ottomanes, les Turcs autochtones manifestèrent de l'opposition. Pour ne pas commencer par verser du sang, les soldats arméniens reculèrent un peu et firent halte. Les notables turcs vinrent d'eux-mêmes négocier avec le gouvernement arménien et demandèrent un délai de 8 à 10 jours pour préparer les esprits de la population et dissiper leur crainte de revanche de la part des soldats arméniens. Voici qu'un capitaine anglais y fit son apparition et envoya à ses chefs un rapport tendancieux, afin d'empêcher le retour des soldats arméniens. Lui-même fut élevé en grade (il devint lieutenant-colonel) et fut nommé gouverneur de la région. Et dans le Nord-Ouest, par suite de la défaite des troupes géorgiennes, les villes d'Akhaltskha et d'Akhalkalak tombèrent entre les mains des Turcs de Kars-Batoum. Le "Choura" était en voie de triomphe.

En somme, à cette époque le commandement de Transcaucasie (les ordres ne venaient-ils pas de plus haut?) se défiait de la "russophilie" des Arméniens de Transcaucasie. Ce motif, joint à l'insuffisance de ses moyens militaires, lui dictait une attitude turcophile qui, du reste, ne lui réussit pas.

Le ministre des Affaires Etrangères d'Arménie, Siragan Dikranian, adressa en date du 6 mars 1919 à la Délégation de la République arménienne à Paris un Rapport, accablant par ses précisions, proposant des solutions et demandant des mesures urgentes. "Ainsi, disait le Rapport, les Turcs de Transcaucasie, sous commandement militaire britannique, se trouvent dans une situation plus favorisée qu'au temps de l'occupation victorieuse germano-turque".

* * *

A Paris, les Arméniens se remuèrent fort, ils accablèrent les autorités alliées de dépêches et de mémoires. "L'Arménie étouffait, resserrée qu'elle était dans ses monts et ses vallons", comme dit S. Vratzian (l. c. p. 221). Il fallait élargir les frontières du pays, installer les réfugiés dans leurs foyers et songer aux semailles, car le printemps était déjà là. Le gouvernement ne pouvait passer le plus clair de son temps à ne s'occuper que de réfugiés et d'orphelins.

En avril (1919), volte-face en faveur de l'Arménie dans la politique suivie par le commandement anglais de Transcaucasie. Sans doute les démarches faites à Paris avaient fait impression. On décida aussitôt l'occupation des régions revenant à l'Arménie (à savoir les anciens territoires appartenant à la Russie en 1914).

On commença par la province de Kars, et on y installa une administration arménienne. Le colonel Temperley en fut nommé gouverneur militaire; le gouvernement civil fut confié à Stépan Gorganian, qui avait déjà occupé ce poste au temps des Tsars. Le "Choura" n'ayant pas voulu reconnaître le gouverneur civil, Temperley convoqua le "Choura" tout entier et lui donna un délai de trois minutes pour livrer l'autorité volontairement; sinon on la prendrait de force. Le "Choura" déclara qu'il cédaient devant la violence qu'on lui faisait. La nuit même, les troupes anglaises arrêtaient 153 personnages autochtones douteux et les expédièrent à Malte, comme ils avaient fait à Constantinople. Leur chef Chukri Pacha avait pris la fuite. Disons de suite que l'administration fut complétée par la nomination du général Housépien comme commandant des forces arméniennes et du général Piroumian comme commandant de la citadelle de Kars. Al. Khatissian fait remarquer avec raison (*l.c.* p. 133-4) qu'il y eut toujours mésentente entre ces personnages: tandis que Gorganian voulait réaliser la pacification par des procédés empreints de douceur, les deux autres le voulaient par la pointe de l'épée. Hélas, cette mésentente se transmet aux degrés inférieurs de l'administration, et, devenue plus aiguë dans la suite, eut des conséquences funestes.

On occupa de même les autres régions qui revenaient à l'Arménie: Olti, Kaghizman-lkdir, Nakhitchévan: les régions les plus attenantes de la Russie aux frontières de Turquie et de Perse.

Les réfugiés, originaires des diverses régions que les troupes arméniennes réoccupaient, dès les premières nouvelles, s'étaient ébranlés; ils étaient impatients de retrouver ce qui restait de leurs foyers, de leurs champs. Ils s'étaient mis en route en fourgons, en chars, à dos de bœufs, à pied. A des points de jonction, ils s'assemblaient et attendaient parfois des semaines entières. Rien qu'à Etchmiadzin, il y eut une foule de 140.000 personnes, exposées au froid, à la pluie. Le gouvernement ne put modérer cet élan; il fut vite débordé et dut se contenter d'assurer la sécurité des chemins. Il soulagea quelque peu la misère des attroupements et veilla à ce que les premiers villages libérés ne soient pas aussitôt occupés par des gens originaires d'autres localités.

Enfin, pour affirmer plus nettement la mainmise du pouvoir arménien sur ces terres, le vice-président du Conseil (Al. Khatissian; le président Katchaznoui était en tournée en Europe et en Amérique), accompagné d'officiers arméniens, fit, au courant du mois de mai, une tournée triomphale dans toutes les régions nouvellement reconquises. On peut dire que presque partout il reçut un accueil

chaleureux, même dans les villes et villages turcs, kurdes, grecs et russes. L'opposition de Kars et de Nakhitchévan avait été vite apaisée. Les rapatriés se mirent aussitôt à l'œuvre : reconstruction et ensemencement.

Le gouvernement arménien poursuivait, outre l'affirmation de son autorité, la pacification des musulmans autochtones et l'installation des rapatriés, la proximité des troupes arméniennes des frontières turques, pour que, au premier signal donné, elles puissent pénétrer dans les provinces qui leur seraient assignées par le Conseil Suprême de la Paix à Paris.

Cet objectif devait particulièrement réjouir les réfugiés originaires des provinces orientales, à savoir arméniennes, de l'empire ottoman. Un Congrès fut tenu à Erévan, par leurs représentants, d'accord avec le gouvernement, et proclama *l'unité de l'Arménie*, y compris les provinces en question. Le Congrès eut lieu le 28 mai 1919, jour anniversaire de la proclamation de principe de l'indépendance arménienne. Relevons parmi les nombreux discours de circonstance, un passage de celui du Catholicos venu d'Étchmiadzin. Il disait, nonobstant la présence des représentants étrangers, et en particulier des officiers anglais : "J'invite le peuple arménien à ne pas mettre son espoir sur l'étranger, car le bien-être et le progrès de notre peuple dépendent uniquement de nous. Maintenant que le mont Ararat, à l'instar d'un aimant, a attiré et uni les deux tronçons de la nation arménienne, et qu'a été créée une *Arménie Unifiée*, maintenant il nous faut tendre toutes nos forces au salut et à l'éducation de notre peuple, pour la gloire de la patrie libre".

Un membre du Comité Exécutif des Arméniens de Turquie, au nom de ceux-ci, promit son entière collaboration au Conseil National et au Gouvernement d'Arménie pour la réalisation de l'Arménie unifiée. Mais les membres du parti "populaire", qui dès Tiflis avaient souvent suscité des difficultés au gouvernement, s'agitèrent de nouveau, car ils avaient eu connaissance d'un Congrès Arménien tenu à Paris même, sous la présidence de Boghos Pacha Noubar, et qui, tout en se réjouissant des faits et gestes accomplis à Erévan, prétendait que la libération et la reconnaissance des provinces de l'Arménie devaient être assurées et dirigées par la Délégation Nationale Arménienne siégeant à Paris.

D'ailleurs, l'arrivée à Paris d'Avédis Aharonian comme président de la Délégation de la République d'Arménie auprès du Conseil Interallié, avait été mal vue par l'autre Délégation. On n'avait que faire à Paris d'un "poète-professeur de province" (il s'agit d'A. Aharonian), quand on avait à Paris un Pacha à la tête de la Délégation Nationale ; le "poète-professeur", du reste, "conscient de la grandeur de sa situation et de sa fonction, ne condescendait pas à présenter à la vanité du Pacha et de l'Effendi la dette plénière de respect (dû)".

Les mots de S. Vratzian (*l.c.* p. 241) empreints d'ironie, à l'adresse de l'un et de l'autre "Présidents", expriment la situation fâcheuse qui avait résulté de la présence à Paris d'une double Délégation arménienne. Chacune représentait pratiquement une fraction de la nation assez différente de l'autre en fait de culture et d'habitudes. Ceux de l'Arménie Russe connaissaient bien la fraction et la région qu'ils représentaient; ils étaient le porte-parole d'un Parlement et d'un Gouvernement qui avait vécu, avec le peuple, les horreurs de la guerre, de la famine, de l'épidémie. On ne pouvait en dire autant de ceux de l'Arménie turque, car la plupart des Délégués, venus au Congrès de Paris, vivaient depuis longtemps dans les capitales étrangères et n'avaient pas vécu les horreurs encore plus grandes qu'ont éprouvées les Arméniens de Turquie, qu'ils étaient censés représenter.

Il y avait aussi entre les dirigeants des deux tronçons une divergence totale de formation politique, s'il est permis d'employer ces mots; car, privés d'Etat propre depuis plus de cinq siècles, les Arméniens n'avaient pas d'expérience politique proprement dite, d'atavisme diplomatique; ils furent pour ainsi dire pris au dépourvu en 1918. Moyennant cette réserve, disons que les dirigeants de la Délégation Nationale étaient pour la plupart des riches ou de grands bourgeois, appartenant en majorité aux partis "démocrate" et "populaire", tandis que les dirigeants de l'autre tronçon appartenaient en très grande majorité au parti "Tachnak", recruté dans les classes sociales peu fortunées ou dans "l'intelligentsia" des instituteurs ou encore des hommes d'armes.

Les membres de la Délégation Nationale parlaient haut, forts des belles promesses faites par les Gouvernements alliés; mais les autres avaient derrière eux un Gouvernement (à Erévan), qui, tout en espérant toujours le règlement définitif des questions de frontières et de secours du Conseil Suprême Interallié, tenait au moins une parcelle du patrimoine ancestral acquis à la pointe de l'épée. D'ailleurs, dès le 19 janvier 1920, le Conseil Suprême de Paris avait reconnu *de facto* l'Arménie indépendante, à savoir précisément cette *République Arménienne d'Erévan*. Dès lors, elle fut officiellement "la petite alliée", et à ce titre son délégué signa le 10 août 1920 le Traité de Sèvres avec la Turquie.

Toutes ces considérations, me semble-t-il, ont toujours pesé comme des impondérables dans les relations des deux tronçons de la nation, comme dans celles de leurs délégations, et il n'y eut jamais de concorde parfaite. Lorsque, désireux d'en venir à un accord, on décida de réunir un troisième *Congrès Pan-Arménien*, comme on disait, trois délégués de chaque partie se réunirent à Erévan du 29 octobre au 16 novembre 1920. Les deux camps étaient plus tranchés qu'auparavant, les *Tachnaks* d'un côté qui depuis le début du mois de mai avaient seuls assumé toute la charge

gouvernementale, comme nous le dirons plus loin, et les *Ramgavars* autour desquels étaient groupés ceux qui n'appartenaient pas au parti Tachnak. A la 9^e réunion, le président des envoyés de la Délégation Nationale, le poète Vahan Tékéyan, grand leader du parti Ramgavar, rompit les pourparlers, soit en vertu des directives reçues, soit aussi sous la pression des "populaires" anti-gouvernementaux, c'est-à-dire anti-Tachnaks; il rentra à Paris via Constantinople. Le sage Al. Khatissian écrivit aussitôt à Boghos Pacha Noubar, le mettant quelque peu en garde contre le rapport, sans doute tendancieux, qui allait lui être présenté, et affirmant qu'il considérait la rupture des pourparlers comme une simple suspension: polémique dans la presse arménienne et long silence de la part de Boghos Pacha Noubar.

Mais bientôt volte-face de la part du Pacha. Une dépêche envoyée par lui le 18 février 1921 annonçait au gouvernement arménien qu'il acceptait les clauses qui avaient été refusées par Vahan Tékéyan; il proposait de fondre le plus tôt possible en une les deux délégations de Paris et désignait de sa part deux personnes (Haroutiounian et Mekhétharian) qui entreraient dans un gouvernement unifié. Or c'était là deux hommes notoirement adversaires du parti Tachnak et qui avaient lutté contre le gouvernement. Cette fois, parti et gouvernement refusèrent la coalition proposée avec insistance.

On a beaucoup épilogné sur cette volte-face de Boghos Pacha Noubar. Voyait-il le prestige de sa délégation en baisse, tandis que celui de la délégation de la République arménienne avait le vent en poupe: reconnaissance de l'Etat *de facto*, puis signature du traité de Sèvres, mission donnée par celui-ci au président Wilson de délimiter en Turquie les provinces turques qui devaient être rattachées à l'Arménie; démarches faites pour obtenir une puissance mandataire? D'autres raisons encore ont pu le pousser à tenter une participation au gouvernement de la République d'Érévan.

* * *

Regardons à présent de plus près ce qui se passait autour de l'Arménie et en Arménie même. De plus méchants croque-mitaines avaient manœuvré dans l'ombre et concerté leur action.

Les leaders jeunes-tures — une dizaine — s'étaient enfuis de Constantinople après l'armistice de Moudros. Ils se sont rendus d'abord à Berlin, ils y ont formé l'*Association Révolutionnaire Islamique* et sont entrés en rapport avec les communistes russes. Ensuite, ne se sentant pas en sécurité à Berlin, et pour agir plus commodément, ils ont transféré leur centre à Moscou. Les trois chefs surtout, Talaat, Djémal et Enver, ont déployé jusqu'à leur mort une activité très habile et ont préparé la voie à la collaboration soviéto-kémaliste. Enver, qui ne pouvait vivre sans guerre, après avoir organisé la résistance islamique en Azerbaïdjan, mourut en Afghanistan le 4 août 1922 à la tête d'une bande de partisans *basmadjis* de l'armée

rouge ; les deux autres sont tombés avant lui sous des balles arméniennes, Talaat à Berlin le 15 mars 1921 et Djémal à Tiflis le 21 juillet 1922.

Moustafa Kémal, à son tour, en Turquie même avait créé la puissante organisation nationaliste, qui portera son nom dans l'histoire et obtiendra la réalisation de toutes les clauses de son *pacte national*. Pour ce, il aura à sa disposition, plus que les tergiversations, voire les rivalités, des grandes puissances victorieuses, la collaboration de la Russie Soviétique dans tous les domaines financier, militaire et diplomatique.

A présent, tout cela est clairement prouvé. Dès le mois d'août 1925, le grand procès qui eut lieu à Ankara contre les chefs du Comité turc "Union et Progrès" avait levé le voile sur le fait de la collaboration. Des travaux récemment publiés en débâllèrent les documents. Qu'il me suffise de citer les nombreux articles de A. Miller et son "*Esquisse de l'Histoire de la Nouvelle Turquie*" (Moscou-Léningrad, 1948, en russe) qui les résume et conduit son exposé de 1914 à 1948. Du côté soviétique les aveux étaient connus. Actuellement, "*Les Mémoires de Moscou*" du général Ali Fouad, ambassadeur de Turquie auprès des Soviets (2 vol., en turc, Istanbul 1955) apportent de nouvelles précisions. M. Gabriel Lazian en analyse une partie et présente quelques extraits dans son 3^e recueil de documents intitulé : *L'Arménie et la Question arménienne, à la lumière des relations arméno-russes* (en arménien, le Caire, 1957). Aidé par ces récents ouvrages et bien d'autres dont il est inutile de surcharger notre exposé, nous pouvons esquisser comme suit la collusion turco-soviétique au détriment de l'Arménie.

Outre le fécond travail d'approche réalisé par les leaders jeunes-turcs réfugiés à Moscou, donc dès novembre 1918, un Commissaire du peuple fut désigné le 18 septembre 1919 auprès du ministère des Affaires étrangères de Moscou pour les Travailleurs et Paysans de Turquie. D'autre part, un émissaire — le camarade Chalva Jliava, commandant général des troupes russes du Caucase — est envoyé en mission secrète à Constantinople pour entrer en rapport avec le mouvement nationaliste turc ; l'émissaire promet un prompt secours soviétique dans la guerre anti-impérialiste menée par la Turquie. Les contacts deviennent fréquents à Moscou.

Le 26 avril 1920, Moustafa Kémal adresse, au nom de la Grande Assemblée Nationale d'Angora, une lettre à Lénine, proposant de renouveler les relations diplomatiques entre leurs deux pays et demandant de les secourir dans la guerre qu'ils font contre les puissances "impérialistes". La réponse de plein accord est expédiée par Moscou le 26 avril.

En juillet 1920, le général turc Khalil Pacha (que nous connaissons déjà) et une délégation turque présidée par Békir Sami, reçoivent à Moscou un accueil chaleureux de la part de Tchitchérine

et de son adjoint Karakhan (arménien d'origine). Les Turcs demandent la livraison rapide des secours, et surtout *l'ouverture d'une voie directe de communication avec la Russie, par Bakou, à travers l'Arménie*. Le sens est clair: réduction, sinon suppression, du territoire arménien; la réponse de Karakhan ne laisse aucun doute à ce sujet. Je me contenterai d'en relever deux passages.

Dans l'entrevue du 24 juillet, Karakhan dit à Békir Sami: "Nous avons donné ordre (aux soldats soviétiques) d'occuper en faveur de l'Azerbaïdjan, les districts de Karabagh, Nakhitchévan, Alagueuz et Zanguézour" (5).

Et dans l'entretien du 4 août, Karakhan, une dépêche dans la main, annonce qu'après une résistance insignifiante de la part des Arméniens, l'armée soviétique est entrée dans le district de Nakhitchévan et s'est mise en contact avec les troupes turques de la région. Ensuite, il fait allusion à la note par laquelle dès le 7 juillet le Gouvernement de la grande assemblée d'Angora exigeait du Gouvernement arménien l'évacuation des anciens territoires russes — prévus par le Traité de Brest-Litovsk —, que les Arméniens avaient reconquis en vertu du protocole des armistices et avec le concours de l'armée anglaise, comme nous l'avons déjà raconté plus haut.

Les Turcs réclamaient donc maintenant toute la province de Kars et les régions adjacentes. Karakhan ajouta à ce propos:

"Pour diverses raisons, nous ne trouvons pas opportun que la Turquie, seule ou conjointement avec l'Union Soviétique, présente des réclamations aux Arméniens. Nous nous chargeons de régler le problème avec l'Arménie qui faisait primitivement partie de la Russie. Bien que nous ne voulions pas faire la guerre, nous faisons des préparatifs contre l'Arménie. Il nous incombe à nous de trouver des motifs de guerre contre l'Arménie, et, des faits, nous en avons sous la main. Nous les combinerons et nous déclarerons par exemple que les Arméniens ont accaparé les 25 pouds (6) d'or que nous avons envoyés à la Turquie. Nous avons adressé un ultimatum à l'Arménie, réclamant la reddition de cet or dans les 48 heures.

Le Gouvernement arménien a rappelé la délégation arménienne qui se trouvait à Moscou (7). Nous saisissons grandement le besoin d'aide urgent de Turquie. Sachez bien qu'avant la fin du mois *le chemin sera ouvert*. Il faut que cela reste secret: faites-le savoir uniquement à votre Gouvernement. Vous réclamez les frontières de Brest-Litovsk. Il n'est pas juste de tout lier

(5) Cet Alagueuz est dans le Daralakiaz contigu aux trois autres districts, et non point le mont Alagueuz, Arakats en Arménie.

(6) Un poud pèse 16 kilogr., 372 ou 40 livres; 25 pouds pèseraient 1000 livres, ou 509 kilogr., 400.

(7) Il s'agit de la délégation présidée par Chanth, dont il sera question plus loin.

à un traité qui n'est plus en vigueur (8). Tout de même nous examinerons ce traité".

Mais à l'entrevue du 13 août, Tchitchérine en personne, toujours selon les "Mémoires" d'Ali Fouad, propose aux Turcs de donner à l'Arménie une partie des anciennes provinces arméniennes : Bitlis, Van et Mouch, "...afin que l'Arménie puisse respirer...". Selon l'ambassadeur turc, c'était là un marchandage de la part des Russes, en retour de leur aide, pour avaler ensuite ces provinces soi-disant arméniennes.

Le plénipotentiaire turc voyait juste ; les Russes voulaient se réserver l'avenir et ne laissaient pas leurs alliés turcs tout occuper en Transcaucasie, d'où ils auraient été plus tard dans la fâcheuse obligation de les chasser par la force. Tel est bien le sens également de la longue déclaration de Karakhan que nous avons rapportée en dernier lieu. Plus tard, les Russes s'empresseront de "soviétiser" la Géorgie, après l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et les Turcs de leur côté se tiendront tout prêts à se jeter sur Batoum, aussitôt que les Soviets combattront pour prendre Tiflis.

Mais, pour l'instant, les Soviets étaient en mauvaise posture ; ils essayaient des défaites soit sur le front polonais, soit sur le front de la Russie méridionale, face à l'armée de Wrangel. Quant aux Turcs Kémalistes, ils avaient deux fronts à soutenir : en Cilicie contre les Franco-Arméniens, et à l'Ouest, contre les Anglo-Grecs qui avançaient alors rapidement. D'autre part, on préparait à Paris le traité à imposer à la Turquie ottomane, et qui fut signé le 10 août à Sèvres. La situation était donc grave tant pour les Turcs que pour les Soviets. Continuons notre enquête sur la collaboration russo-turque.

Ce jour-là même, 10 août, un accord fut signé à Tiflis entre Legran, plénipotentiaire soviétique, et des délégués arméniens, remettant à l'Arménie l'occupation militaire du chemin de fer jusqu'à Djoulfa. Ce point avait irrité les plénipotentiaires turcs qui, le lendemain de l'entrevue avec Tchitchérine, chef du gouvernement, avaient obtenu une audience de Lénine et s'étaient plaints de l'accord que nous venons de mentionner. Selon les "Mémoires" que nous analysons, Lénine aurait de suite reconnu qu'il y avait eu une injustice et une faute et aurait promis une solution favorable aux Turcs au bout de trois ou quatre jours.

Les Turcs ont eu aussi deux entrevues avec Staline, alors secrétaire général du parti communiste. Celui-ci aurait parlé avec Tchitchérine d'un ton sévère, bien qu'ils n'eussent pas compris le sens des paroles dites en russe, et aurait tout réglé aussitôt, disant :

(8) Les Soviets firent plus d'une fois remarquer aux Turcs que le traité de Brest-Litovsk était devenu caduc, les Turcs eux-mêmes l'ayant violé les premiers.

allez toucher la somme convenue. Tchitchérine, à qui ils se présentèrent de nouveau, ne parla plus de provinces arméniennes; le 24 août 1920, un bref projet de traité fut signé. En voici les principales clauses :

1) *Aucun traité relatif à la Turquie et qui n'aurait pas été approuvé par la Grande Assemblée Nationale d'Angora ne serait non plus recevable par le Gouvernement Soviétique.* Donc tout ce qu'élaboreraient les diplomates à Paris ou à Londres et qu'ils imposeraient à la Turquie serait refusé.

2) *La communication directe devait être établie de suite entre la Turquie et la Russie, afin que le déplacement des personnes et des marchandises pût avoir lieu entre les deux pays très rapidement et en toute sécurité.* Il fallait donc que des agents, des troupes, du matériel militaire et des vivres puissent passer par le territoire arménien, qui devait cesser d'être un écran entre les deux pays.

Les cosaques, qui accompagnèrent les plénipotentiaires jusqu'à la frontière turque, transportèrent la moitié de la somme promise (500.000 livres-or sur un million). Le reste fut livré plus tard. L'auteur des "Mémoires" conclut : "Avec cette somme les besoins de l'armée furent comblés et après cela nous passâmes à l'attaque". Les munitions commencèrent à arriver par terre et par mer.

Ce fut là un grand appoint pour les Turcs dans leurs luttes contre les Franco-Arméniens en Cilicie, contre les Anglo-Grecs sur le front de Smyrne; et la mainmise sur les voies de communication de la Transcaucasie devait faciliter le ravitaillement et le prestige de la Turquie Kénaliste. D'ailleurs, une fois prêts, ils passeront à l'attaque contre l'Arménie, comme on le dira bientôt.

Les Soviets, eux, poursuivaient dans cet accord un triple objectif : ils couperaient à l'armée de Dinikine ses bases arrière et l'attaqueraient même par là; ils lutteraient, par l'intermédiaire des Turcs, contre les "impérialistes" anglo-français; en favorisant les Turcs, ils gagneraient ceux-ci à leur idéologie marxiste, et par eux le monde islamique touranien et arabe. Le grandiose projet germanoturc était assumé à présent par les Soviéto-Turcs (9).

La conséquence de cet accord secret par rapport à la République d'Arménie était manifeste. Celle-ci était sacrifiée une fois de plus. Les dirigeants arméniens en avaient eu vent, sans en connaître la teneur exacte; mais ils espéraient toujours que le règlement définitif viendrait du Conseil Suprême de Paris. A présent, ils se faisaient vraiment illusion et n'avaient pas ouvert à temps les yeux sur l'évolution qui s'était produite dans la psychologie des peuples

(9) Disons en passant que les Soviets atteignirent pleinement les deux premiers objectifs. Dans le troisième objectif, ils échouèrent par rapport à la Turquie; mais ils réussirent à conquérir l'immense Asie Touranienne; quant au monde arabe, après un temps d'arrêt, ils en ont récemment repris la poursuite avec ardeur.

vainqueurs : personne n'était disposé à entreprendre des expéditions guerrières.

* * *

Pendant ce temps, les Communistes organisaient des cellules de propagande en Arménie et travaillaient activement pour démoraliser l'armée. Ils voulurent prolifier de la journée ouvrière du 1^{er} mai (1920), pour faire de l'agitation. Si à Erévan, celle-ci fut assez anodine, il n'en fut pas de même à Alexandropol, où les manifestants avaient arboré le drapeau rouge ; ils avaient aussi saccagé le club du parti Tachnak, dans lequel il ne se trouvait personne (quelle négligence !). Ils avaient même arrêté le train par lequel le Colonel Haskell (délégué du Conseil Suprême Allié), craignant des troubles, rentrait d'Erévan à Tiflis avec ses collaborateurs.

On mâta cette rébellion assez rapidement, en quelques jours. Mais la nuit même, la fraction Tachnak du Parlement et le Bureau du parti avaient décidé de former un gouvernement composé uniquement des membres du Bureau, et de lui donner des pouvoirs dictatoriaux exigés par les circonstances. Hamo Ohandjanian, désigné au poste de président du Conseil, toujours par le parti, vint de bon matin en prévenir le président en exercice, Al. Khatissian, avant la réunion du Parlement.

Racontant ces faits dix ans plus tard, Khatissian dit qu'il fut commis alors une double faute : la fraction parlementaire du parti et le bureau auraient dû l'inviter à la réunion et entendre ses explications sur la situation ; lui-même, avant de céder aussitôt, aurait dû convoquer les membres de son gouvernement, prendre leur avis, et ne se présenter qu'après cela au Parlement pour donner sa démission (*l.c.* pp. 184-186). D'ailleurs, Khatissian lui-même, sentant l'orage se préparer, avait, durant le mois précédent, renforcé le gouvernement par des changements opportuns. Si ce qui s'était passé était un acte de faiblesse de la part du président sortant, c'était, me semble-t-il, une faute de la part du parti Tachnak, qui, dans une situation si difficile, et qui plus est, en voie d'aggravation, prenait sur lui toute la responsabilité de la charge publique, perdant ainsi à l'avance, dans tous les cas gênants, l'appui des autres partis, déjà assez malveillants à son égard. A partir de cette date principalement et jusqu'à nos jours, tous les adversaires du parti Tachnak, fussent-ils russes ou arméniens, appelleront l'Arménie d'alors *l'Arménie Tachnak* (10), en méconnaissant même les sacrifices endurés, sacrifices qui furent son pain quotidien.

(10) Voir par exemple la longue table chronologique de l'historien soviétique de la Turquie, A. Miller, que j'ai cité plus haut.

§ III. — L'actuelle R.S.S. d'Arménie (*fin*)

Depuis lors les événements se sont précipités. Dans les régions frontalières disputées, c'étaient des combats ininterrompus, tantôt dans un coin, tantôt dans un autre. Dès mars 1919, il était venu de Bakou à Erévan un représentant diplomatique, le Khan Tékinski, un turcophile acharné, qui avait pour mission d'exciter les querelles dans les villages d'Arménie habités par des musulmans. L'argent coulait à flots et les dépêches chiffrées envoyées par Tékinski renseignaient le gouvernement de Bakou plusieurs fois par jour sur ce qui se passait et sur ce qu'il fallait faire. Le Gouvernement arménien avait bien mis la main sur son chiffre dès le premier jour et connaissait le contenu des dépêches avant qu'elles n'arrivent à destination; il faisait son possible pour en atténuer les méfaits, mais il ne pouvait les empêcher tous.

Le Commandement anglais de Transcaucasie tantôt se montrait ferme, tantôt prêchait aux Arméniens le silence et la patience. Pour bien dégager la route vers Bakou par Nakhitchévan (la même et éternelle préoccupation des Turcs!), les Turco-Tatars se mirent à liquider les villages arméniens qui leur barraient le chemin. Ils commencèrent au Sud par le village d'Akoulis, en y faisant de 1000 à 1500 victimes. Comme le colonel Haskell (américain de nationalité, mais délégué du Conseil Suprême Inter-allié de Paris), recommandait aux Arméniens de ne pas faire une histoire de ces tueries, les paysans arméniens comprirent que c'était à eux de se faire justice et d'empêcher le renouvellement de pareilles tragédies. Ils commencèrent, eux-mêmes, par un village turc du voisinage appelé Ordoubad, qui était responsable du massacre d'Akoulis. Et ainsi de suite.

Dans le Nord-Ouest du pays, dans les villages réoccupés par les Arméniens après la retraite des troupes turques, à la vue de tous les méfaits et de la dévastation commis par les Turcs, il eut certainement des représailles exercées par des détachements arméniens. C'étaient là des faits regrettables; mais n'était-ce pas

des peccadilles en comparaison des crimes commis par les Turcs depuis 1914 au nom du droit de guerre ?

Le Commandement turc en prit prétexte pour attaquer l'Arménie sans préavis le 23 septembre 1920. C'était en réalité l'exécution de l'accord conclu à Moscou un mois plus tôt, le 24 Août, entre les Soviets et les Turcs. C'était aussi l'exécution des décisions du Congrès pan-islamique — appelé pan-oriental — tenu à Bakou, au début du mois de Septembre, sous la présidence d'Enver Pacha, mais sous l'égide de Moscou. D'ailleurs l'Azerbaïdjan était soviétisé depuis le 28 avril et l'armée rouge était entrée à Bakou sans coup férir. C'était encore l'époque de la lune de miel entre Angora et Moscou. De plus les Turcs, avant de passer à l'action, s'étaient assuré la neutralité du gouvernement géorgien présidé par le nationaliste Jordania. Celui-ci espérait tirer parti de l'embarras de l'Arménie pour régler définitivement à son profit le sort des districts d'Akhalkalaki et de Lori, bien que la majeure partie de la population géorgienne vît sans larder le danger qui menaçait à son tour son propre pays.

Enfin le Gouvernement d'Angora, ayant pris toutes ses précautions, ne rutint plus le Commandement de son armée transcaucasienne qui avait hâte de combattre. Seulement, pour justifier son intervention, il adressa une proclamation aux populations musulmanes, dans laquelle il transformait les repréailles arméniennes en plan prémédité et concerté avec les puissances "impérialistes" pour détruire toute la population musulmane de la région. Turcs et Bolchévistes avaient hâte d'agir pour contrecarrer le relèvement du prestige de la cause arménienne dans les chancelleries européennes et empêcher les conséquences du Traité de Sèvres signé le 10 août. La Turquie, elle, avait de son côté un motif spécial de se dépêcher : c'était d'occuper le plus de terre possible avant que son partenaire soviétique ne soviétisât, en d'autres termes ne réoccupât, toute la Transcaucasie, dont il eut été impossible de le déloger.

Le Gouvernement "de la République d'Arménie" adressa à son tour un vibrant appel "aux citoyens de l'Arménie" pour la défense du sol natal. La réponse du peuple entier fut magnifique et elle fut unanime : les querelles de partis furent oubliées et, à l'exception des communistes, tous coururent aux fronts.

* * *

Je dis bien : *aux fronts*, au pluriel, car il y en avait quatre : 1. Kars-Alexandropol au Nord-Ouest ; 2. Sourmalou à l'Ouest ; 3. Nakhitchévan au Sud ; et 4. Dilidjan-Kazakh au Nord-Est. Ce dernier front, comme toute la frontière orientale, était à la merci des troupes communistes russes, azerbaïdjanaises, mêlées d'éléments arméniens. Spécialement à l'Ouest, les troupes turques, aidées d'auxiliaires kurdes, étaient nombreuses, bien équipées et bien nourries, ayant en face des soldats et des volontaires arméniens, peu nombreux,

mal équipés et mal ravitaillés. Les Turcs avaient bien choisi leur temps, car, la saison ayant été pluvieuse, la récolte de la moisson avait eu du retard; bon nombre de soldats arméniens avaient été envoyés dans leurs foyers pour les travaux des champs, pour les semailles en particulier.

Malgré toutes ces conditions défavorables, là encore le Commandement arménien fit des merveilles et les soldats combattirent vaillamment. Le Gouvernement, de son côté, renouvela ses démarches auprès des Alliés et montra la gravité de la situation. Les témoignages de sympathie ne dépassèrent pas les paroles; l'Angleterre seule fit un geste: *celui de vendre* pour un million de livres des munitions et des vêtements militaires. Son représentant, ne visant que les intérêts britanniques, conseillait à l'Arménie de s'entendre avec la Turquie plutôt qu'avec la Russie Soviétique. Encore une fois l'Arménie était entourée d'ennemis de toutes parts et abandonnée à elle-même; elle ne devait compter que sur elle.

Sur tout le front Est, du Nord au Sud, il était impossible d'organiser une ligne de résistance, car l'agitation était volontairement maintenue en deçà des frontières et la présence des soldats était nécessaire partout. L'attaque turque déclenchée à l'Ouest présentait plus de danger. Et là précisément, l'armée arménienne n'avait pas assez de cohésion, manque dont l'origine remontait à la réoccupation de la région par les troupes arméniennes après l'armistice. Mutineries, puis une épouvantable débâcle dans laquelle les communistes arméniens, trompés, ont joué un très mauvais rôle. Les officiers turcs leur avaient fait croire qu'ils allaient simplement remettre la ville de Kars à l'autorité communiste; les soldats turcs qui avançaient n'étaient d'ailleurs que des "rouges" venus pour cela. Et le général Kiazim Karabékir se présentait dès le lendemain de la prise de Kars comme le protecteur du Christianisme et son libérateur d'entre les mains des "Tachnaks" sur qui retombait, selon son dire, toute la responsabilité de la guerre. C'était pour encourager l'espionnage, les dénonciations: ce qui ne manqua pas.

Toutes les horreurs commises aussitôt par les Turcs n'ouvrirent point les yeux des "Rouges arméniens". Je ne citerai comme preuve qu'un seul témoignage que l'on ne peut taxer de partialité anti-communiste: c'est l'article du journal arménien "Communiste" de Bakou, écrit immédiatement après les événements de Kars; je le traduis textuellement:

"Le 30 octobre, les avant-gardes des troupes turques, ne rencontrant aucune résistance de la part des troupes arméniennes, se sont emparées de Kars. Jusqu'à l'entrée des soldats turcs, les soldats arméniens étaient profondément persuadés que les soldats qui attaquaient Kars étaient les Bolchévistes; c'est pourquoi eux (les Arméniens) n'ont pas opposé de résistance aux Turcs. Cette opinion était partagée aussi par la population ouvrière de la ville, laquelle était absolument convaincue que, sous le drapeau rouge, c'était l'armée

révolutionnaire de la Turquie "rouge" qui attaquait. Mais ces soldats-là, déversés sur la ville, n'ont épargné ni les femmes, ni les enfants, ni non plus les vieillards. Durant l'espace de cinq jours, les soldats et les Kurdes sanguinaires ont perpétré sur la tête de la population paisible toutes leurs bestialités qui surpassent l'imagination humaine. Ils tuaient seulement les Arméniens, mais ils pillaient tout le monde sans distinction.

Ils n'épargnaient pas les communistes, même pas ceux qui présentaient des certificats attestant qu'ils étaient communistes. Rien que dans la ville de Kars 6.000 arméniens furent les victimes des cruautés turques.

Aux épouvantables tueries succédèrent des arrestations massives parmi les Arméniens. On les dépouillait de la tête aux pieds et on les expédiait à Erzeroum et à Sarikamich pour travailler. Ceux qu'on avait mis en route étaient victimes du froid et ils mouraient de faim et de tortures.

Au même moment avait commencé l'avance des émigrants turcs vers le district de Kars. Les témoins racontent avec frayeur comment des milliers de gens : des vieillards, des femmes, de tout petits enfants, s'avançaient, dans un tel froid, vers Sarikamich et Kars, afin de s'installer au plus tôt dans les villages et les maisons abandonnés par les Arméniens déportés ou fugitifs.

Le district de Kars, ayant donc été évacué par les Arméniens et la ville pareillement, les Kémalistes eurent la possibilité de réaliser une partie de leur plan. Le Commandement turc s'efforça de "turquiser" le district de Kars, afin que le plébiscite qui devait avoir lieu en vertu de l'accord passé avec le précédent gouvernement décidât en faveur de la Turquie et qu'à la prochaine réunion du Conseil Suprême on puisse déclarer que le district de Kars était habité (uniquement) par des Turcs" (Voir le texte arménien dans l'ouvrage de S. VRATSIAN, p. 432).

Cet aveu de l'organe des communistes arméniens de Bakou est suffisamment significatif. Mais hélas ! eux n'en ont pas tiré la leçon pour leur propre comportement, comme nous le montrerons plus bas. Pendant ce temps, les villes d'Arménie tombaient successivement entre les mains de l'ennemi et en la possession de la population turque, avec un ensemble de conséquences semblables à celles que nous venons d'exposer. Sarikamich tomba le 30 septembre, Kars le 30 octobre, Alexandropol le 7 novembre.

* * *

Que se passait-il pendant ce temps dans les milieux diplomatiques ? Une mission de plénipotentiaires arméniens, appelée "Mission Chanth-Derderian", envoyée à Moscou pour négocier un accord avec le gouvernement soviétique, avait été bien accueillie par Tchitchérine ; les pourparlers, coupés d'intrigues, avaient duré des mois. Un accord assez satisfaisant pour l'Arménie avait été finalement élaboré, quand subitement tout fut remis en question et Tchitchérine déclara que les pourparlers seraient continués à Erévan. La mission arménienne était rentrée et, le 11 octobre, Legran, le plénipotentiaire russe, arrivait dans la capitale arménienne à la tête d'une délégation composée de 47 membres et avec un wagon entier de sacs contenant des ouvrages de propagande.

Au Gouvernement arménien, absorbé par les soucis de la guerre, le plénipotentiaire russe, dès le 13 octobre, demandait :

1. Renoncer au traité de Sèvres.
2. Donner libre passage à travers l'Arménie aux troupes soviétiques, qui, avec leurs armements, iront s'unir aux troupes de Moustafa Kémal, pour combattre contre les Alliés.
3. Régler par la médiation de la Russie les querelles de frontières entre l'Arménie et les Etats voisins.

L'Arménie refusa catégoriquement la première demande. On continua dès lors les pourparlers et on signa finalement, le 22 octobre, les clauses d'un accord sur les autres questions ; en voici les plus importantes. (Je néglige les variantes du texte qui nous est parvenu en deux rédactions) :

1. La Russie reconnaît l'indépendance de l'Arménie et son inviolabilité intérieure. Le Zanguézour fera partie de l'Arménie. Le sort du Karabagh et de Nakhitchévan sera réglé par arbitrage.

2. La Russie soviétique interviendra immédiatement pour arrêter la guerre arméno-turque ; une zone neutre sera créée sur la frontière de 1914 et la question de frontière entre les Arméniens et les Turcs sera réglée avec la bienveillante médiation de la Russie.

3. L'Arménie consent à donner libre passage sur son territoire aux soldats russes vers la Turquie. Les 30 % du matériel de guerre russe dirigé vers la Turquie à travers le territoire arménien seront dévolus à l'Arménie.

4. L'Arménie accepte l'arbitrage de la Russie au sujet des territoires contestés.

Ayant en poche le texte de cet accord, Legran partit pour Bakou vers la fin du mois d'octobre, avant la chute de Kars, pour, de là, demander la ratification de l'accord à Moscou. Nouvelles intrigues ; Legran prolongea son séjour à Bakou jusque vers la fin de novembre, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'Arménie, écrasée, fût sur le point de signer un traité très dur avec la Turquie ; et alors, de l'accord conclu à Erévan entre Legran et l'Arménie, il ne fut plus jamais question.

* * *

Nous venons de faire deux fois allusion à des intrigues qui ont empêché la ratification par le gouvernement soviétique de deux accords — tous deux négociés par l'intermédiaire de Legran — entre la Russie soviétique et l'Arménie. L'un et l'autre, tout en plaçant, de fait, l'Arménie sous protectorat soviétique, reconnaissaient son autonomie intérieure. Quels furent les auteurs de ces intrigues ? Rappelons-nous ce qui s'était passé lors d'un troisième accord — le premier, celui-là, dans l'ordre chronologique — négocié par l'intermédiaire du même plénipotentiaire russe et signé le 10 août à

Batoum. Les Turcs qui étaient alors en négociation à Moscou s'étaient plaints de la rétrocession à l'Arménie de la voie ferrée menant jusqu'à Djoulfa (dans la province de Nakhitchévan) en vertu de cet accord du 10 août et de la nécessité de donner une satisfaction à l'Arménie dans les provinces arméno-turques. Tchitchérine avec Karakhan avait ratifié cela. Mais Lénine et Staline étaient intervenus deux jours plus tard pour "réparer cette injustice et cette faute" commises à l'égard des Turcs. En réunissant tous les indices fournis par les documents postérieurs, nous sommes en droit d'affirmer que c'est encore sur l'intervention des dirigeants du Parti Communiste que les deux autres projets d'accord n'ont pas passé en acte. Et pour ces deux autres cas, aux astres du communisme soviétique il faut joindre leurs grands satellites arméniens; et c'est à Bakou qu'eut lieu principalement la conjonction de ces météores ennemis de l'indépendance arménienne.

Bakou était alors le centre des Communistes arméniens; c'est là que se trouvaient réunis à cette époque Anastase Mikoyan, Avis Nouridjanian, Gassian, Mravian et beaucoup d'autres; ils avaient assisté en grand nombre au Congrès pan-oriental du 4 septembre; ils avaient empêché déjà la signature de l'accord négocié à Moscou par la Mission Chanth-Derderian, prétextant que ceux-ci étaient les délégués du "*Gouvernement de l'Arménie Tachnak*". Ils allaient encore intervenir dans la très grave conjoncture militaire et politique dans laquelle se débattait l'Etat arménien.

En effet, au moment où l'issue fatale de la bataille de Kars apparaissait imminente, Staline quitta Moscou à la hâte et arriva à Bakou le 30 octobre (1920), le jour même de la chute de Kars. Legran y était arrivé d'Érévan ainsi que Kirov, venant de Tiflis où il représentait la Russie en qualité d'ambassadeur. Le 4 novembre se tint une réunion secrète sous la présidence de Staline, à laquelle assistèrent, outre les coryphées énumérés, les membres du Bureau politique du Comité central communiste d'Azerbaïdjan, ainsi que les membres du Bureau caucasien du Comité central communiste de toute l'Union Soviétique. L'importance de l'assemblée sante aux yeux. "*On y examine l'état des pourparlers avec la Géorgie et la situation de l'Arménie*". C'est en ces termes laconiques qu'à la date du 4 novembre 1920 il est fait mention dans les *Œuvres complètes* de Staline de l'importante réunion de Bakou. Mais les faits exposés jusqu'ici et les événements qui ont suivi à bref délai ne laissent aucun doute sur la nature des décisions prises à cette date, quoique des documents explicites n'aient pas encore été publiés.

Je crois qu'on peut les ramener à deux :

1. *Soviétiser le plus tôt possible l'Arménie tout d'abord et la Géorgie ensuite.* De la sorte les trois Etats transcaucasiens seront soviétisés, puisque l'Azerbaïdjan l'est déjà. Du coup c'était un moyen pour la Russie Soviétique — héritière en cela de la Russie Tsariste —

de mettre une barrière devant les ambitions territoriales de son partenaire turc. Nous avons déjà noté cela, lorsque nous avons rapporté l'entrevue qu'avait eue le 13 août à Moscou le général Ali Fouad avec Tchitchérine.

2. *D'autre part maintenir vivante l'amitié avec la Turquie pour s'en servir dans la lutte contre les impérialistes; soutenir son moral en lui donnant satisfaction le plus possible; et cela aux dépens surtout de l'Arménie, quelque regrettables qu'en fussent les conséquences pour celle-ci.*

En vertu de ces prémisses, il fallait évidemment considérer comme non avenus les trois projets d'accord négociés par Legran au nom du Gouvernement de Moscou, plus précisément sur les instructions de Tchitchérine, ministre des Affaires Etrangères. Nous avons une confirmation de ces interprétations dans le passage suivant d'un spécialiste des affaires turco-russes, M. Pavlovitch, et qui se rapporte à la période à laquelle nous sommes arrivé :

"La Turquie de Kémal vivait des instants graves; tandis que les clauses de l'armistice de la Russie avec l'Arménie (il s'agit de l'accord signé à Batoum le 10 août) nous imposaient — pour des motifs qui sont absolument incompréhensibles pour nous — de céder aux Tachnaks certaines parties de la province d'Erzeroum et la voie ferrée Chakhtakht-Djouffa. Ces clauses rendaient illusoire notre saisie du district de Nakhitchévan et rendaient vulnérables nos faibles liens avec la Turquie, tandis qu'elles accordaient des facilités à l'Arménie, pour recevoir de la riche région septentrionale de l'Iran (l'Azerbaïdjan persan) le ravitaillement qui lui manquait et pour garder la liaison avec les troupes anglo-iraniennes (les troupes anglaises de Perse), qui de Téhéran étaient dirigées vers Recht, Enzéli et les frontières septentrionales de l'Iran. Tout cela créait une situation menaçante pour notre région de Bakou. La situation grave à laquelle était livrée la Turquie de Kémal, poussait en même temps son chef à être décisif et à précipiter une attaque contre les Tachnaks, afin qu'il fût possible, à l'exemple d'Alexandre le Macédonien, de défaire d'un coup d'épée le nœud gordien enchevêtré par nos diplomates" (1).

On pourrait citer bien d'autres documents : la conduite de Serko Ortchoukidzé, ce sanguinaire bras droit de Staline, les nombreux aveux du communiste arménien ~~Cassian~~ dont nous citerons l'ouvrage plus loin. La conclusion est inéluctable : *Encore une fois la vente de l'Arménie fut ratifiée à Bakou en présence de Staline, sous l'impulsion du Parti Communiste, ou plus exactement la livraison de l'Arménie déjà vendue fut précipitée.* Les "chers amis" de Staline, Kirov, Ortchoukidzé, Mikoyan, Bakirov et tous leurs satellites azéris et arméniens se mirent à l'œuvre sur tout le pourtour de l'Arménie et à l'intérieur même, tandis que leurs alliés turcs mettaient à feu et à sang tout le front du Nord-Ouest et menaçaient la capitale.

Bozian

(1) Le passage est cité par feu VAHAN NAVASSARTIAN : *Le Bolchévisme et le Tachnakisme*, Le Caire, 1949, p. 186 (en arménien).

* * *

A la vue de la situation devenue si rapidement tragique, le gouvernement arménien dépêcha encore une fois Al. Khatissian à Tiflis pour que les représentants diplomatiques des puissances préviennent d'urgence leurs gouvernements respectifs. Paroles de sympathie, rien de plus; les dépêches impressionnèrent plutôt défavorablement les gouvernements alliés; car, lorsque vers la fin du mois de novembre, la Société des Nations se réunit pour la première fois à Genève, et qu'il fut question de la candidature de l'Arménie et de la Géorgie comme membres, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie n'acceptèrent pas les deux candidatures, de peur que, en vertu de l'article 10 de la Charte de la Société, ils ne fussent dans l'obligation de venir au secours de ces deux pays. Les Turcs le comprirent bien et accentuèrent davantage leurs exigences.



République Socialiste Soviétique d'Arménie

Parti d'Erévan le 19 novembre, Khatissian y était de retour le soir du 21, faisant le chemin d'abord en train puis en auto à travers la neige et la boue. Je mentionne ce détail pour justifier ce qu'il dit avoir vu et entendu alors: des foules entières sur les routes, avec leurs baluchons et leurs bêtes, enfoncées dans la neige et dans la boue; il y avait des morts, des gens gelés.

Aux foules en fuite s'étaient joints des soldats qui revenaient du front, le fusil au dos et revêtus du nouvel uniforme acheté aux Anglais. Et tout le peuple suppliait qu'on fasse la paix:

“Mr Khatissian, pour l’amour de Dieu, donnez-nous la paix”. Le peuple était épuisé, et tous pensaient que si les Russes venaient, ce serait la paix. N’avaient-ils pas connu les Russes pendant de longues années, surtout au moment de la guerre menée en commun contre les Turcs de 1914 à 1918? Et ils ajoutaient: Comment viennent-ils maintenant contre nous avec les Turcs? “Les Bolchévistes seraient-ils des Russes différents des précédents?” (Khatissian, *Mémoires*, p. 255).

Le diplomate arménien conclut comme suit cette anecdote :

“Les Bolchévistes, et, après eux, les Ramgavars (= démocrates arméniens), disent que les Tachnaks ont mené l’Arménie à une situation tragique à la fin de l’année 1920, tandis que les Bolchévistes sont venus et ont délivré l’Arménie de la main des Turcs. C’est absolument faux. Moi qui, pas à pas et au jour le jour, ai étudié toutes les influences et les événements de la politique extérieure, je suis arrivé à cette ferme conviction que les Alliés ont abandonné l’Arménie, que les Turcs en ont largement profité; mais les principaux compagnons d’armes des Turcs étaient les Bolchévistes, qui ont donné aux Turcs force et possibilité de se jeter sur l’Arménie. C’est là un fait indiscutable. C’est un fait également, qu’après s’être aidés mutuellement, ils se sont partagé l’Arménie. Et cela, les Bolchévistes l’ont fait, non pas par particulière inimitié contre l’Arménie, mais poussés par leur politique “internationale”, qui les engageait à gagner l’amitié des Turcs en sacrifiant l’Arménie. Et les Bolchévistes donnèrent aux Turcs tout ce que ceux-ci demandaient: Kars, Sourmalou, Ardahan. Le restant, dont les Turcs n’avaient pas besoin, à savoir les régions habitées par les Arméniens, les Russes les ont prises pour eux-mêmes”.

Cette conclusion modérée doit être acceptée, à condition de ne pas oublier par quels procédés inhumains et par quel calcul politique ces régions ont été privées de leurs légitimes habitants. Mais cette conclusion ne répond pas à un autre grief que tous les adversaires du Parti Tachnak ne cessent de lui adresser. C’est que l’Arménie n’eût pas été acculée à cette situation tragique, si ses dirigeants, à savoir les Tachnaks, avaient tourné plus tôt le dos aux Alliés et s’étaient remis entre les mains des Soviets qui leur offraient leur médiation.

C’est Tchitchérine qui, le premier à ma connaissance, a formulé le grief à l’adresse du Parti Tachnak dans le message qu’il adressa en date du 12 novembre 1920, avant donc la soviétisation de l’Arménie, en réponse au Comité Anglo-Arménien qui, par dépêche, suppliait le Ministre des Affaires Etrangères de Russie d’adoucir le comportement cruel du Bolchévisme envers l’Arménie. M. Vahan Papazian vient de publier la traduction arménienne de la réponse de Tchitchérine dans le troisième volume de ses “*Mémoires*”, Le Caire, 1957, pp. 105-108.

Mais Tchitchérine oublie de dire que l’Arménie était déjà sacrifiée dès le traité de Brest-Litovsk, et nos pages précédentes ont, je crois, suffisamment montré que c’était la conséquence inéluctable de la dialectique de l’idéologie communiste. Je ne suis pas persuadé

qu'une volte-face plus rapide des fondateurs et dirigeants de l'Etat arménien eût pu faire déroger à cette dialectique.

* * *

Voici maintenant la suite des événements. Dès le lendemain de la chute de Kars, les Gouvernements d'Ankara et d'Erévan proposèrent quasi simultanément de faire la paix. Le général turc présenta des conditions d'armistice que l'Arménie accepta et aussitôt exécuta. Mais dès le 8 novembre il présenta de nouvelles conditions, plus dures celles-là, que le Gouvernement rejeta énergiquement, et la guerre reprit le 11 novembre, mais pour quelques jours seulement. Les Arméniens, en bonne posture au début, furent submergés. Nouvel armistice; on y céda aux Turcs tout ce qu'ils exigeaient. Rappelons-nous que Khatissian était rentré de Tiflis la veille au soir les mains vides et avait exposé au gouvernement l'état lamentable des populations en fuite.

Tchitchérine, sollicité par dépêche, accepta d'accorder sa médiation et désigna comme son représentant aux pourparlers de paix arméno-turcs le communiste Boudou Mdivani, géorgien de race et collaborateur du plénipotentiaire Legran. Celui-ci proposa aussitôt d'introduire en Arménie, par le Nord-Est, des troupes soviétiques. Refus du gouvernement. Enfin, dès le 23 novembre, la délégation arménienne, présidée par M. Khatissian, partit pour Alexandropol où se trouvait la délégation turque présidée par le général Kiazim Karabékir en personne. Les Turcs refusèrent la participation de Mdivani, qui resta pourtant dans la ville, déjà remplie de communistes, et s'occupa de propagande. On était en état d'armistice et en conférence en vue de préparer la paix. Pourtant les Turcs exigèrent et obtinrent des Communistes, maîtres de la ville, 10.000 jeunes gens arméniens qu'ils déportèrent pour les faire travailler sur la voie ferrée; un an plus tard il n'en revint que 230.

Les conférences commencèrent le 25 novembre. La première chose qu'exigèrent les Turcs fut la renonciation au traité de Sèvres, suprême espoir des Arméniens. Et quelle ironie! Le président Wilson avait, trois jours plus tôt (22 novembre 1920), rendu public son arbitrage, sollicité précisément par le traité de Sèvres, pour la délimitation des frontières occidentales de la République arménienne, en pleine Arménie turque. De plus, les Turcs ripostèrent en disant que dans les provinces orientales, dites "arméniennes", jamais les Arméniens n'avaient constitué une majorité, pas même sous la domination russe, depuis 1878. Ce qu'ils disaient n'était vrai que pour le présent. C'est en prévision du présent traité qu'ils avaient "liquidé" la population arménienne. Le couteau sur la gorge, les Arméniens durent, dès le début des pourparlers, renoncer au traité de Sèvres. Finalement le général turc présenta le 1^{er} décembre, sous

forme d'ultimatum, un texte pour l'ensemble du traité; il laissa le temps de consulter Erévan et en exigea la signature pour le lendemain 2 décembre avant minuit; sans quoi les troupes marcheraient sur la capitale de l'Arménie.

* * *

Aussitôt la délégation partie pour Alexandropol, à Erévan on avait formé un nouveau gouvernement afin de faciliter un accord avec les Turcs. Simon Vratsian était nommé président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères; le général Tro Ganayan était chargé du ministère de la guerre. Dans le Nord-Est du pays, les Communistes arméniens, aidés par l'Azerbaïdjan et les Russes, avaient formé un "Comité Révolutionnaire", franchi la frontière jusqu'à Itchévan au Nord de Dilidjan, et envoyé au général Kiazim Karabékir "le salut du prolétariat russe au prolétariat turc". C'était le 29 novembre. Le lendemain 30, à Erévan, Legran présentait, de son côté, un ultimatum au gouvernement, exigeant la soviétisation de l'Arménie, c'est-à-dire la transmission du pouvoir au "Comité Révolutionnaire" formé à Itchévan et l'entrée des troupes communistes à Erévan. Décidément les résolutions prises à Bakou avaient vite fait leur chemin. Ne dirait-on pas vraiment que chacun des partenaires (Turquie et Russie) voulait être en avance sur l'autre?

Le Gouvernement arménien entra en pourparlers encore une fois avec le même plénipotentiaire Legran; c'était la quatrième fois: Batoum, Moscou, Erévan, et de nouveau Erévan. Cette fois le traité fut approuvé et vécu, mais quatre jours seulement. Il fut signé le 2 décembre par les délégués du Gouvernement arménien: le général Tro Ganayan et Hamparisoum Derderian: la transmission des pouvoirs devait avoir lieu le lendemain matin 3 décembre: l'Arménie deviendrait une république soviétique.

Ce traité fixait les frontières de l'Arménie et stipulait l'obligation pour le Gouvernement Soviétique Russe de protéger la République Socialiste Soviétique de l'Arménie. En attendant l'arrivée du Comité Révolutionnaire formé à Itchévan qui devait être le Gouvernement arménien, le Gouvernement militaire des généraux Tro et Siline (communiste, délégué de Moscou) était établi. Pour tout ce qui s'était passé antérieurement à cette date, aucun militaire, aucun membre des partis soit Tachnak, soit Socialiste, personne ne devait être tenu pour responsable, ni poursuivi de quelque manière que ce soit. Tout cela était raisonnable, mais allait vite devenir caduc.

Pendant ce temps, à Alexandropol, la Délégation arménienne attendait la réponse d'Erévan. Le 1^{er} décembre au soir, Vratsian mettait Khatissian au courant de ce qui s'était passé à Erévan et dans le reste du pays; il l'autorisait à signer les clauses du traité présentées par les Turcs sous forme d'ultimatum. Mais Khatissian, en diplomate rompu aux affaires publiques, réclama, le lendemain 2 décembre, des

instructions du nouveau gouvernement militaire Tachnak-Soviétique. Il raconte dans ses "Mémoires" que, pour la seconde fois dans sa vie, il vécut des *moments d'angoisse* au sujet des frontières de sa patrie.

Le général Tro appela Khatissian au bout du fil le 2 décembre à 18 h. et lui dit: "Je vous déclare au nom du Gouvernement Révolutionnaire que vous êtes libre de signer le traité ou de ne pas le signer". Khatissian ne se contenta pas de cette réponse évasive et réclama encore une fois une réponse nette, sans ambages. Tro reprit: "Je vous l'ai déjà dit: Agissez selon votre compréhension (de la situation). Je parle au nom du camarade Séline et en mon propre nom". Enfin, sur l'avis unanime des membres de la Délégation, Khatissian se décida pour la signature: il fallait éviter à l'Arménie de plus grands malheurs (2).

Les deux Délégations se réunirent à 20 h. (le soir du 2 août) en 4^e et dernière conférence. Nouvelle lecture des clauses du traité où Khatissian fit opérer quelques légères modifications favorables à l'Arménie; mais il refusa catégoriquement — sous peine de rupture — une clause introduite subrepticement par les Turcs. La voici: "Les recensements opérés tant par les Turcs que par les Russes ainsi que (par des gens du) monde entier et toutes les (autres) données montrent que dans tout l'empire turc il n'existe pas une seule parcelle de territoire sur laquelle la population arménienne ait constitué une majorité".

Les Arméniens saisirent de suite l'arrière-pensée turque qui visait à établir un argument juridique pour saper par la base les réclamations territoriales du peuple arménien. Les Turcs durent biffer cette clause dans le texte définitif (3).

(2) Dès qu'il fût arrivé à Erévan, Tro et Séline rassurèrent Khatissian sur son interprétation de leur conversation téléphonique ambiguë. Gassian, le chef du gouvernement révolutionnaire, fut plus catégorique dans sa déclaration du 7 décembre 1920. "Vous avez agi légalement, dit-t-il à Khatissian; à cet instant il était impossible d'agir autrement. Mais vous comprenez que nous sommes un pouvoir soviétique; nous ne pouvons pas assumer la responsabilité d'un pareil traité; et, pour cette raison, dans notre presse, nous vous critiquerons, nous répondrons (à vos explications) et nous vous blâmerons. C'est là une question de tactique. Notre but est de ne pas reconnaître ce traité-là et de faire un nouvel accord. Mais si jamais vous dévoilez que nous pensions que vous étiez dans l'obligation de signer, nous démentirons notre conversation d'aujourd'hui". Quel machiavélisme!

(3) Les originaux authentiques (signés) de ce texte furent remis respectivement à Ankara et à Erévan. Les Russes Kloutchinon et Sabanine en ont-ils publié un texte fidèle en russe? nous ne le savons pas, n'en ayant pas le texte sous les yeux et n'ayant trouvé à ce propos aucune indication précise dans aucun ouvrage, même dans ceux composés par les adversaires des négociateurs du traité. Il y a eu, d'autre part, plusieurs éditions et traductions de ce texte hors de la Russie Soviétique; elles s'appuyaient toujours sur des exemplaires d'Ankara, mais jamais sur l'exemplaire

Finalement, les signatures furent apposées à 2 h. du matin dans la nuit du 2 au 3 décembre 1920. Les délégués arméniens rentrèrent à Erévan dans la nuit du 3 au 4 et remirent au Gouvernement militaire Tro-Séline le traité de "paix" qui consacrait la réduction du territoire arménien, "faisait à l'Arménie des conditions asservissantes et établissait sur elle un protectorat Turc", comme le dit l'historien russe Miller.

Le matin du 3 fut proclamée, à Erévan, la soviétisation de l'Arménie; la transmission des pouvoirs se fit sans incident. Le 4 décembre, un gouvernement communiste, entièrement formé et présidé par Gassian, arriva d'Ichévân à Erévan et les troupes y entrèrent le 6 décembre. Le peuple terrifié resta à l'écart et silencieux. La région montagnaise de Zanguézour, seule, méconnut le nouveau régime et continua la résistance sous le commandement du général Nejtch.

* * *

On s'aperçut vite que les traités signés n'avaient aucune valeur; les promesses solennelles des "pères" de Moscou, et des "frères" communistes des pays voisins étaient de vains mots, des félonies plutôt, pour que l'Arménie se livrât au régime communiste sans verser le sang de ceux qui l'auraient envahie de force. Les Azéris gardèrent le Karabagh, les Géorgiens les pays arméniens qu'ils occupaient déjà. Les Turcs n'en continuèrent pas moins leurs sévices contre la population arménienne: toutes les protestations, les suppliques des dirigeants communistes d'Alexandropol, les démarches officielles et officieuses du Gouvernement Soviétique d'Erévan furent vaines. Comme avant, les routes étaient coupées et le ravitaillement de l'Arménie était quasi impossible. Le Gouvernement de Moscou, qui devait sauver l'Arménie, ne bougeait pas le plus petit doigt. La situation était devenue pire qu'auparavant.

En effet, aussitôt les troupes arrivées à Erévan, la Tchéka entra en fonction. On arrêta d'abord certains personnages importants ou anciens ministres dans les précédents gouvernements, puis les

authentique et signé. Le journal turc "Sabah", en particulier, en donna une édition turque assez lisible mais contenant la clause expressément rejetée par la Délégation arménienne: ce qui donna lieu à une amère critique contre les signataires arméniens du traité. Aussitôt Al. Khatissian mit les choses au point, mais la polémique reprend périodiquement sous la plume des adversaires. Voir en particulier le dernier ouvrage passionné de CHAHAN, "*Nouveau Supplément à mon travail sur le traité d'Alexandropol...*", Boston, 1955, 144 pages.

L'édition la plus répandue et, à quelques mots près, la plus fidèle est sans doute celle qu'a reconstituée Al. Khatissian lui-même et qu'il a remise au P. POIDEBARD qui l'a publiée dans la *Revue des Etudes Arméniennes*, t. IV, 1924, p. 70 (en français). Voir aussi KHATISSIAN, "*Mémoires*", p. 274 et les ouvrages cités de VRATSIAN, LAZIAN et PAPA ZIAN.

anciens officiers, jusqu'au nombre de 1500, y compris les généraux les plus considérés de l'armée. En une nuit, on fusilla plus de 50 prisonniers ; les autres, dans les cachots, étaient sous la menace constante de subir le même sort. Beaucoup, en plein hiver, furent exilés à pied vers les steppes russes au delà du Caucase. L'armée fut licenciée dès le mois de décembre et les vêtements des soldats furent passés aux soldats soviétiques nouvellement arrivés qui étaient en guenilles. Les arrestations et la "liquidation" des personnages importants et des intellectuels continuaient leur train... Tout cela, non seulement dans la capitale, mais encore en province et à la campagne, avec plus d'arbitraire et d'animosité personnelle.

Quant à la vie économique, en voici l'exposé résumé, pris presque textuellement dans les documents de l'époque. Les nouveaux arrivés, officiers, soldats et fonctionnaires, au lieu d'habiter dans les lieux préparés pour eux, réquisitionnaient maisons, chambres, et voulaient vivre en promiscuité dans les familles, avec tous les abus qui s'en suivaient : ce qui grandement irrita la population habituée à une honnête vie patriarcale, si châtouilleuse sur l'honneur familial.

D'office on réquisitionnait tout : outre les habitations, les meubles, vêtements, vivres, chevaux, bestiaux, fourrage, poules et œufs et même fil et aiguille (dit un document) ; à plus forte raison ramassait-on tout dans les dépôts du gouvernement, dans le ravitaillement des orphelinats, farine, lait condensé, cacao et sucre, cuir et tout ce qui est vêtement. Des chars, des bêtes de somme, réquisitionnés à leur tour, et des camions chargeaient tout, et la plus grande part de ce qui avait été réquisitionné était envoyée comme cadeau, de la part de l'Arménie, décharnée et exsangue qui se relevait péniblement, au "Camarade Lénine", à "l'Armée Rouge libératrice" et aux "chers frères de Bakou".

La déception et l'angoisse que provoquèrent les mesures prises par le Gouvernement Révolutionnaire (Communiste) furent telles qu'une révolte contre-révolutionnaire couva d'abord, puis éclata simultanément sur différents points du territoire, comme nous le dirons plus loin.

* * *

N'osant me fier aux récits présentés par les ouvrages d'histoire, les mémoires et les chroniques émanant surtout de milieux Tachnaks, tellement ils me paraissaient incroyables, j'ai recherché les écrits de leurs adversaires, tant sur les abus ci-dessus mentionnés que sur le caractère du mouvement contre-révolutionnaire.

Je ne mentionnerai que deux écrivains : le premier est l'historien érudit Archag Alboyardjian, du parti Ramgavar, et le second B. Borian, historien communiste d'Arménie.

A. Alboyardjian a fait la chronique des événements d'Arménie dans le célèbre annuaire "Théotig" paraissant à Constantinople. Voir son long rapport (dans le vol. XVI, 1922, pp. 235-260) consacré à la

période du 1^{er} septembre 1920 au 1^{er} septembre 1921. Ses termes sont moins académiques que les nôtres; il y parle même de “bandes expéditionnaires pillardes qui faisaient des perquisitions, qui arrachaient aux paysans armes et vêtements militaires, soumettaient à des *réquisitions officielles* bétail et fourrage, mais en fait (non officiellement) ravissaient tout (beurre, miel, fromage, bijoux, argent, etc...)”. Et il continue à exposer les expropriations, les essais d’opposition et les sévices qui les mâtaient; enfin à partir du 4 février 1921, chaque jour on affichait dans les rues les noms de ceux qui avaient été fusillés la veille, afin d’inspirer la terreur. Les Bolchévistes, dit-il, avaient décidé de fusiller 600 personnes. La contre-révolution qui éclata alors ne leur en laissa pas le temps; et ainsi de suite.

Le camarade historien, B. Borian, avant d’être fusillé, avait composé un important ouvrage, en deux gros volumes, écrits en russe: “*L’Arménie, la Diplomatie internationale et l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques*”, Moscou, 1927-1929. Il faudrait citer les longues pages dans lesquelles il mentionne un à un les décrets et les actes illégaux du Comité Révolutionnaire. Contentons-nous d’un court passage significatif.

“Le Comité Révolutionnaire entreprit des réquisitions, sans ménagement et péremptoirement, sans discernement et sans distinction de classe sociale, sans tenir compte de la situation économique générale de la paysannerie ni de son état psychologique. La réquisition avait lieu d’une manière désordonnée; elle n’avait pas un caractère prémédité ou de révolution sociale; elle était exécutée avec des violences excessives. Sans organisation, sans discipline, sans la préparation d’une propagande préalable et sans tenir compte des conditions particulières du pays, le Comité Révolutionnaire donna ordre de réquisitionner et d’étatiser le ravitaillement particulier des citadins et la provision de pain des paysans. D’une manière désordonnée on ramassa et on étatisa tout: habits militaires, outils des artisans, toutes sortes de meules et de moulins sans distinction, instruments de barbiers, ruches d’abeilles, linge de corps, vêtements, meubles des habitants des villes sans prendre en considération la classe sociale, etc...”.

On a remarqué que l’historien communiste met l’accent plutôt sur les procédés et le manque de discernement social, car son but est de conclure: “*Il est naturel que ces procédés violents aient été les causes fondamentales de la révolte*” (Borian, II, p. 126).

* * *

En effet, la révolte éclata vers le milieu de février 1921 et acheva son œuvre le 18 du même mois; elle fut générale, l’initiative venant plutôt de la paysannerie montagnarde; elle fut implacable et balaya tout: gouvernement, tchéka et troupes. Retirés aux frontières, les dirigeants communistes envoyèrent des nouvelles tendancieuses à

Bakou, à Tiflis, et surtout à Moscou qui en fut ému : c'était mettre en infériorité la cause de la révolution communiste. Moscou se devait de rétablir la situation ; et comme les troupes bolchévistes, réorganisées près des frontières arméniennes, subissaient des défaites dans leur avance, Moscou y envoya des troupes nombreuses et fraîches.

Dès le 18, un gouvernement régulier avait été formé à Erévan sous le nom de *Comité de salut de l'Arménie*, présidé par M. Simon Vratsian, avec des sections dans les principaux centres. Celui-ci envoyait de son côté des dépêches pour rétablir la vérité, déclarait que son Comité était le seul gouvernement légal de l'Arménie et que, par conséquent, les révolutionnaires en fuite n'avaient aucune qualité pour parler au nom de l'Arménie. Le poète arménien Hovhannès Thoumanian venu à dessein à Erévan, enquêta partout et envoya des dépêches au camarade Ortchonikidzé à Tiflis pour démentir les calomnies. Les nouvelles troupes soviétiques marchèrent sur Erévan et les troupes nationalistes, à savoir tous ceux qui pour le salut de la patrie et de la liberté avaient couru aux armes, battirent en retraite. Une foule de 10.000 personnes suivit aussitôt les troupes qui se retiraient. C'était le 2 avril 1921.

Un immense groupe voulut se rendre aux Turcs : le président Vratsian, dix jours plus tôt, avait essayé par des demandes de secours de protéger le pays contre une éventuelle attaque turque. Malgré cela le commandant turc, après avoir consulté Ankara, ne voulut pas garder ceux qui s'étaient livrés à lui : près de 5.000 personnes. C'était pour éviter une friction avec les Russes. Par conséquent ce groupe se joignit à l'autre groupe, qui, au Nord-Est d'Erévan, par les montagnes, parvint à faire la jonction avec les Arméniens de Zanguézour toujours restés libres. Attaqués de tous côtés, tous les combattants et les fugitifs passèrent de là à Ghapan (à la pointe Sud-Est de l'Arménie : voir la carte), et enfin en Perse : Tauris, Téhéran, et de là, ils se dispersèrent au bout d'un ou deux ans.

A Erévan et dans les autres villes, la Tchéka fit remplir de nouveau les prisons et les exécutions se firent à coup de hache. Mais en haut lieu on avait été ému, comme je l'ai dit. Le 14 avril Lénine adressait une lettre très significative "aux Camarades Communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Daghestan et des Républiques montagnardes", leur disant en somme qu'il ne fallait pas imiter à la lettre tout ce qui avait été fait en Russie de 1917 à 1921 ; qu'il fallait être prudent et s'adapter aux besoins de leurs pays, aux besoins de la paysannerie, à l'exploitation de leurs ressources et à la réalisation des échanges avec des pays plus fortunés... Un communiste arménien ardent, mais intelligent et énergique, Miasnikian, fut chargé de porter ces instructions et de veiller à leur exécution.

Pendant tout ce temps il ne fut nullement question des divers

traités signés par Moscou avec l'Arménie. Au contraire, des articles de Staline préparaient les esprits à des sacrifices plus grands et plus définitifs, en proclamant que frontières et questions nationales n'avaient aucune importance dans la marche vers la fraternité universelle. C'est que, pendant ce temps, le Gouvernement Soviétique avait négocié et signé à Moscou même, le 16 mars 1921, un traité avec la Turquie, réglant les problèmes relatifs à l'Arménie sans même consulter celle-ci. Ce traité fut retouché et confirmé à Kars le 13 octobre de la même année, avec la participation des trois républiques transcaucasiennes : Azerbaïdjan, Géorgie et Arménie. Les deux premières obtenaient satisfaction complète, aux dépens de l'Arménie ; et celle-ci n'eut qu'une satisfaction : on avait eu la pudeur de biffer dans le dernier traité une clause contenue dans le traité du 16 mars, par laquelle le district du Nakhitchévan, dévolu à l'Azerbaïdjan, ne pouvait être cédé par celle-ci à un autre Etat ; le sens était clair : à savoir à l'Arménie. C'était encore là une exigence de la Turquie.

Ainsi, comme le disent fort bien Allen et Muratoff, *Caucasian Battlefields. A History of the Wars on the Turco-Caucasian Border, 1828-1921* (Cambridge, 1953, p. 500, en note) : "Il est clair que la rétrocession de la frontière de 1877 avec les modifications distinctes de celles du Traité de Brest-Litovsk, est basée, non pas sur les décisions prises à Brest-Litovsk, mais sur les deux derniers traités de Moscou et de Kars. On ne peut pas insinuer que les Russes s'engagèrent dans les deux traités de 1921 sous la contrainte. La veille de la signature du traité de Kars, un accord préliminaire avait été signé avec la Pologne qui mettait fin aux hostilités polono-soviétiques. D'autre part, les Turcs traversaient une phase difficile dans la guerre avec les Grecs, qui devait durer une année encore".

Malgré les efforts déployés, le traité de Lausanne est venu confirmer toutes ces injustices, comme nous le dirons dans la II^e partie de notre étude. Depuis 1945 surtout, les allusions périodiques, aussitôt démenties, aux provinces arméniennes, de Kars et d'Ardahan, ne sont qu'un objet de chantage dans la bouche des dirigeants soviétiques en vue d'intérêts tout différents.

* * *

L'Arménie, après avoir été rattachée à l'Union Soviétique par l'intermédiaire de la Fédération qu'elle formait avec les deux autres républiques transcaucasiennes, constitue depuis le 5 décembre 1936 un Etat-Membre direct de l'Union des R.S.S., avec une étendue de 30.000 kilom. carrés. Sa population, malgré l'épouvantable saignée de la seconde guerre mondiale, grâce à sa forte natalité et, en partie, grâce à l'immigration réalisée principalement en 1946-1947, a augmenté sans cesse ; on déclare ces temps-ci officiellement qu'elle est

de 1.600.000 habitants, dont plus de 85⁰/₀ sont ethniquement arméniens : ce qui n'est pas le cas des deux autres républiques du voisinage, où vivent encore près de 800.000 Arméniens, et plus de 200.000 dans le reste de l'Union Soviétique.

Grâce au travail et à la ténacité du peuple, guidé rationnellement par les recherches de savants techniciens, le sol relativement ingrat de l'Arménie devient de jour en jour plus productif et la misère initiale a été considérablement atténuée, si elle n'a pas disparu complètement. L'industrie y a été aussi grandement développée. Les Arméniens vivant dans les deux autres républiques de l'Union Soviétique commencent aussi à respirer, depuis la disparition de Staline et de Béria. Les nouvelles qui en transpirent sont, jusqu'à nouvel ordre, assez réconfortantes.

D'autres questions relatives à l'Arménie Soviétique : la montée culturelle, la situation religieuse, les relations avec les Arméniens du reste de la diaspora seront examinées à leur tour dans les deux autres parties de notre étude.

JEAN MÉCÉRIAN, S.J.



